

AntiCapitaliste



- 1€ -

pour le pouvoir des travailleurs - N°3 - Avril 2008

Ils veulent nous faire payer leur crise

PAS QUESTION !

Faisons leur payer ! Le printemps sera chaud





Face aux risques de faillite, cet été des queues d'épargnants se forment partout au Royaume-Uni, devant les agences de la Northern Rock

Nationalisation « libérale » au Royaume-Uni

Le 17 février dernier, Alistair Darling, le ministre des Finances britannique, a annoncé la nationalisation de la Northern Rock, sixième banque du royaume. Cette banque avait investi une énorme partie de ses fonds dans les fameux "subprimes". Le gouvernement a dû réinvestir 55 milliards de livres sterling afin d'assurer la survie de la banque. Cet épisode reflète la gravité de la crise actuelle, et un retour en arrière dans la politique économique britannique, l'Etat intervenant afin de sauver l'entreprise.

Cependant, que l'on se rassure, il est prévu que la Northern Rock soit privatisée une fois les comptes remis sur de bons rails. Les contribuables et les salariés payent les erreurs des banquiers...

Les bons mots de l'amiral Mullen (US Navy)

« Ce n'est pas spécifiquement adressé à un pays, mais plutôt à l'ensemble de la région. », l'amiral Mullen.

Depuis la fin du mois de février, le destroyer lance-missile "USS Cole", en poste à Malte, a mis le cap vers les côtes libanaises. Il ne sera pas seul. Le croiseur "USS Philippine Sea" et le contre-torpilleur "USS Ross" seront aussi de la partie. La phrase de l'amiral Mullen se suffit à elle-même. Suite à leurs échecs successifs en Afghanistan, en Irak, et au Pakistan, les Etats-Unis renforcent leurs positions dans la seule partie du Proche-Orient où ils restent ancrés. Ce qui ne présage rien de bon.

Merde, ils ont tué le négociateur! Désolé Ingrid je crois que c'est mort...

Le 1er mars, Raul Reyes, négociateur des FARC, a été abattu par les services spéciaux colombiens, en territoire équatorien. Partisan d'une ligne dure contre les FARC, Alvaro Uribe a une fois de plus montré son incapacité et sa brutalité dans la gestion de cette crise. En plus de mettre la vie de près de 3000 otages en jeu, il jette un sérieux froid dans la région. Soutenu par les Etats-Unis, Uribe ne voulait pas de la politique de négociation d'Hugo Chavez, qui rencontrait un succès certain. Cette politique belliqueuse met donc à mal la possibilité d'une issue pour les otages...

Travailler plus pour gagner rien

Dans sa clairvoyance habituelle, l'OCDE, dans son dernier rapport, émet une proposition phare pour les Européens basée sur une analyse de leur pays modèle, les Etats-Unis. "Réduire le salaire minimum par rapport au salaire médian et augmenter la prime pour l'emploi afin d'améliorer le niveau de vie des ménages à bas revenus". Comme l'affirme le rapport, il n'existe ni limite légale du temps de travail hebdomadaire, ni salaire minimum, ni sécurité sociale aux Etats Unis, ce qui amène plus de productivité.

Clou du spectacle : "Quand les Américains ayant un emploi travaillent en moyenne 41 heures par semaine et prennent deux semaines de congés par

an, les Européens ont un rythme de 38 heures hebdomadaires et partent un peu plus de quatre semaines en vacances."

Vous avez aimé le XXème siècle? Vous allez adorer le XXIème!

Diplôme Conforama à Paris 1

Le 15 janvier dernier, l'université Paris-I Panthéon Sorbonne et Conforama ont créé "un nouveau cursus diplômant (Bac + 5)" ayant pour objectif de "faire des directeurs de magasin Conforama de véritables entrepreneurs du discount au service du client." (Extrait du communiqué de presse de Conforama).

Le DM, pour les intimes, inaugure ce que l'on craignait de la LRU : une université au service du marché. Comme ce diplôme n'a de valeur que chez Conforama, si tu veux travailler chez But, bah c'est raté!

Plus sérieusement, ce nouveau "cursus", ainsi que l'augmentation des frais d'inscription à l'université Paris-IX Dauphine pour les Diplômes Universitaires, marquent les prémices d'une fragmentation des diplômes au niveau national. Les DU de Dauphine sont clairement mis en concurrence avec les licences nationales.

Auparavant, la personne suivant cette formation gardait son salaire et la formation était à la charge de l'entreprise. Mais grâce au Président de Paris 1, Pierre Yves Hénin, les employés de Conforama seront heureux d'apprendre que cette formation sera dorénavant à leur charge en tant qu'étudiant (frais d'inscription) pendant 15 mois et que cette formation sera sans salaire (un étudiant n'est pas rémunéré pour suivre des études). De plus celle-ci s'accompagnera de stages non rémunérés chez Confo.



Dans la série du gouvernement "bling-bling", je demande Rachida Dati l'un des alibis "antiracistes" de l'UMP, habillée chez CHANEL, toujours très "populaire"

Quand les « minorités visibles » ministérielles se victimisent

En difficulté au sein du gouvernement et/ou localement pour les municipales, certaines ministres ont des explications bien simplistes pour expliquer leur impopularité. Avec en tête d'affiche Rama Yade et Rachida Dati.

La première affirme que les militants socialistes de Colombes s'en prennent « à moi parce que je suis noire » sans pouvoir prouver les faits (elle reste muette depuis la plainte du candidat PS pour diffamation). Cependant, en tant que secrétaire d'Etat aux Droits de l'Homme, on ne l'a pas entendue sur

les conditions de vie en Chine lors du voyage officiel de Sarkozy.

Quant à la seconde... En plus d'accuser le Canard Enchaîné de racisme lors de l'affaire de son CV bidonné, la voilà qui en rajoute une couche sur des militants MoDem en affirmant que sa « liste tient des propos racistes ». Se réfugier derrière cette excuse qui ne va pas dans le sens des travailleurs, c'est insulter les personnes véritablement victimes du racisme.



Près de 1 000 policiers se sont déployés à Villiers-le-Bel lundi 18 février à l'aube.

Manger ou rouler, va falloir choisir

« Le changement d'orientation [de nombreux exploitants] en faveur de la production des biocarburants a détourné des terres de la chaîne alimentaire ». Un constat effectué par Josette Sheeran, directrice de l'agence de l'ONU chargée de la lutte contre la faim. En effet, cette volonté de pallier à l'embrasement des cours du pétrole par les biocarburants entraîne des effets pervers. « Les prix alimentaires atteignent un tel niveau que celui de l'huile de palme en Afrique est désormais au niveau des prix du carburant » selon Mme Sheeran.

Le 1er février 2007, British Petroleum (BP) a signé avec les universités de Berkeley et de l'Illinois un accord de coopération de 500 millions de dollars sur la recherche-développement des biocarburants. Plus de 50% de la population mondiale vit avec moins de 2 \$ par jour, et pendant ce temps là, nos gouvernements s'occupent de les affamer en affirmant avoir trouvé la solution à la fin du pétrole...

Les mésaventures du petit Nicolas et de ses amis :

En automne 2007, une affiche de l'UNEF, mettant en scène le Président de la République, avait conduit à l'arrestation de certains de leurs militants, pour insultes à l'image du président. Dernièrement, la compagnie Ryanair a été assignée en justice par le couple présidentiel pour l'usage de son image dans une pub pour la compagnie.

Depuis Georges Pompidou, plus personne n'avait été poursuivi en justice pour avoir utilisé l'image du Président de la République sans autorisation.

Le réveil matin de Sarkozy

Le 18 février 2008, 1200 policiers (gendarmes, CRS, RAID, GIGN), 150 journalistes sont intervenus à Villiers-le-Bel avec un objectif : faire du bruit. C'est une compagnie militaire qui a débarqué à 5h, dans les cités de Villiers-le-Bel pour permettre à Sarkozy de reprendre la main sur le terrain sécuritaire. Il voulait montrer qu'il sait faire régner l'ordre par une démonstration de force absurde en arrêtant 33 personnes qui auraient participé aux émeutes de Villiers-le-Bel en novembre dernier.

Le saviez-vous? Lors d'un match OM-PSG, seulement 400 policiers encadrent 60 000 personnes.

Brèves écrites par Jeremy Guirguieff, Laure Sabler, Otman Fekar...

Edito

Depuis plusieurs semaines, des dizaines de lycées sont en grève contre les suppressions de postes et l'application de la loi Fillon. La mobilisation s'annonce déjà très forte, avec plusieurs dizaines de milliers de manifestants dans toutes les académies. Pour gagner sur les suppressions de postes et enterrer le rapport Pochard, nous avons besoin d'un mouvement unitaire, national, d'un tous-ensemble contre ce gouvernement.

Ce mouvement lycéen débute au lendemain de municipales qui constituent une raclée électorale pour le gouvernement. Fillon déclare : "La politique de la nation a été débattue et elle a été tranchée par les Français au printemps 2007 (lors de l'élection présidentielle)". Notre chère ministre de la LRU, Valérie Pécresse en rajoute : « le rendez-vous des réformes, il est dans cinq ans », et de fanfaronner « ces réformes vont se faire ».

C'était déjà la formule de Raffarin en 2004 ... le rejet du programme libéral de la Constitution Européenne, la mobilisation massive contre le CPE ont mis fin à cette droite-là. Reste à passer de la contestation dans les urnes à la convergence des luttes.

Les militants du mouvement social, ceux qui s'opposent au projet libéral de Sarkozy, du PS et du MoDem, doivent mettre sur pied une direction de combat, un parti anticapitaliste pour renverser les gouvernements aux ordres du MEDEF, pour imposer d'autres choix de société.

Aux Etats-Unis et dans toutes les bourses européennes, la crise financière contamine l'ensemble de l'économie : 63.000 emplois supprimés en février, explosion des expulsions locatives, envolée du prix des matières premières avec un pétrole qui s'installe à 110 \$ le baril ... Les profits arrachés aux salariés ont été usés à bon escient ! Les actionnaires qui ferment des usines « pas assez rentables » ont fini par jeter leurs milliards dans une bulle financière, improductive et dangereuse pour l'ensemble de l'économie.

Tandis que l'élection américaine s'oriente vers une compétition entre partisans d'une guerre en Iran et McCain qui veut « rester en Irak pour 100 ans », Israël continue son escalade militaire contre la bande de Gaza : 125 morts en quatre jours.

Crise, régression sociale, guerres et répression des résistances : le capitalisme ne roule pas pour nous !

A nous de nous organiser pour le faire tomber.

Adrien Nicolas

Sommaire

2... En brèves

3... Editorial

4-7... Education

8-9... Travailleurs

10-11... A Gauche !

**12... Marque Page devient
Marxistes Unitaires**

13... Economie

14... Ecologie

15... Attaques !

16-17... Culture

18-23... International

24... Correspondances

Remerciements :

Ont participé à ce numéro (par ordre alphabétique), Adrien, Benjamin, Catherine, Cécile, Daniel, Eugénie, Francesca, Jérémy, Laure, Laurent, Lise, Marie et Marie, Morgane, Otman, Wissam.

Nous tenons tout particulièrement à remercier tous-tes les militants-tes qui nous ont accordé des interviews afin de rendre plus vivant ce journal.

Et enfin, merci à Monique et à Cécile pour la relecture patiente, mais toujours si passionnante du numéro...

Infos légales :

Ce journal est édité par l'association Marxistes Unitaires.

Ce journal est tiré à 100 exemplaires pour la première édition (mardi 8 avril), et 100 exemplaires pour la seconde édition (mardi 15 avril).

La rédaction de *Anticapitaliste* reste à votre disposition :
association_marquepage@yahoo.fr
ou par téléphone au 06.19.39.52.80.



Elections syndicales : Désaveu pour l'UNEF percée des syndicats de lutte

Mercredi 26 mars 2008, les élections au CROUS (le centre administratif qui gère les bourses, des restau U, des logements en cité-U et tous les aspects sociaux et culturels de la vie universitaire) avaient lieu dans toute la France. Malgré un faible taux de participation (6% des étudiants), le résultat national des élections est sans appel : les syndicats de lutte, dont Sud Etudiant, ont effectué une poussée au détriment de l'Unef, symbole du syndicalisme de négociation, en perte d'électeurs.

Cette tendance se vérifie aussi localement. A Lyon, pour les élections au Conseil administratif de l'université, la Fédération Syndicale Etudiante (FSE) a fait 33%, alors que l'Unef n'a obtenu que 24%.

L'Unef paie ainsi son soutien à la loi LRU, qui va dans le sens de la privatisation des universités et son opposition à la grève. Elle a fait le choix de négocier et de se plier aux injonctions du gouvernement. L'Unef se félicite du plan Campus qui permet de créer six pôles universitaires d'élite au détriment des autres universités.

Ces élections traduisent une attente des étudiants d'un syndicalisme plus offensif, qui défend une université publique, gratuite et ouverte à tous.

Laure Sabler

Après la LRU, qu'a fait le gouvernement pour ne pas répondre aux attentes des grévistes ?

Alors que le mouvement contre la LRU était à son apogée, Valérie Pécresse déguisée pour l'occasion en marchand de tapis, nous vendait d'importantes revalorisations dans son bazar. C'était la foire au plan. Promis, elle allait lutter contre la précarité étudiante.

Méfiant quant à la qualité des tapis, nos craintes se sont révélées justifiées. Lorsque la droite fait du social, cela va rarement dans notre sens. Plan licence qui devrait lutter contre l'échec en première année, plan campus qui doit remettre à neuf les locaux universitaires, création d'un nouvel échelon pour les boursiers. Certains syndicats bien naïfs y ont vu une avancée. Mais en analysant de façon sérieuse le discours du marchand, nous avons compris que ses tapis cachent beaucoup de choses.

Sélection !

Différentes questions ont été soulevées pendant la grève de novembre. Celle de la sélection en premier lieu : la ministre affirmait que la LRU ne la mettait pas en place. En effet, cette tâche a été donnée au plan réussite licence.

Beaucoup de chiffres ont été avancés pour comptabiliser l'échec en première année de licence. 30%, 40%, 50%, c'est selon. Mais un chiffre suffit. Celui des étudiants salariés : plus de 50%. Travailler pour financer ses études, voici la première cause de la non-réussite.

Qu'apporte ce plan? Une refonte totale des trois années de licence. La première devient une année fondamentale, c'est à dire une nouvelle année de lycée. La deuxième année se retrouve être une année de consolidation. On commence à apprendre de nouvelles choses. Quant à la troisième année, c'est l'année de spécialisation. Ce qui nous est imposé, c'est de tirer le niveau de l'enseignement par le bas.

De plus, l'étudiant sera tenu d'effectuer des stages en entreprise... La licence se retrouve dévalorisée. Les premiers effets? Les futurs enseignants seront recrutés au niveau master.

Mais ce plan est avant tout fait pour mettre en place la sélection, et cela en deux temps.

Dans un premier temps avec l'orientation active, évoquée dans la LRU, mise en place maintenant. Ce doux terme "encadre" du lycéen à la fac le futur étudiant. Il devra choisir ses études non plus en fonction de sa volonté mais de celle de différents conseillers. Ensuite, lors de son entrée en L1, il devra signer un « contrat de réussite ». Comme si l'étudiant voulait rater son année... Mais comme tout contrat, il y a des clauses. L'une d'entre elle oblige l'étudiant à s'orienter en BTS s'il n'a pas la moyenne au premier semestre. C'est le contrat guillotine.

Dans un second temps, avec la bourse. En effet, il a été annoncé la création d'un nouvel échelon. Qui se caractérise par une augmentation de 19€ mensuelle, passant ainsi de 3753 € à 3921 € par an...

Mais à travers cette obole, le gouvernement en a profité pour "simplifier les critères d'attribution de la bourse". Avec cette simplification, notre marchand de tapis en a profité pour supprimer à la fois la prise en compte du handicap, la prise en compte des enfants à charge de l'étudiant et la prise en compte du statut d'étudiant à charge d'un parent isolé. La sélection par le porte monnaie, encore plus soumois mais tellement efficace.

Universités story

Autre plan sorti de la foire à la privatisation de la droite, le Plan Campus. Celui ci doit répondre au manque de financement chronique des universités. Un comité de 8 experts se réunira en septembre afin de distribuer les bons et mauvais points, et choisir les heureux gagnants.

Dans ce comité figurent le président de la SNCF et le directeur général du groupe Accor. Inutile de préciser que cette mission les concerne...

« 6 au maximum, retenus fin mai 2008, sachant que 10 projets seront sélectionnés sur l'ensemble de l'année 2008. » TF1? M6? Non. La Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (extraits du cahier des charges du Plan Campus)

Cette rénovation des universités se fera dans le cadre du partenariat public-privé. Concrètement, les entrepreneurs du bâtiment s'occuperont de la construction, et l'Etat deviendra locataire (et non plus propriétaire) des locaux. Il devra payer un loyer (avec les fameux 3,7 ou 5 milliards d'€) aux propriétaires qui en assureront la maintenance (aux frais des universités). Il est prévu que le loyer soit payé selon V. Pécresse, pendant 20 à 25 ans.

Selon la ministre, " le financement, assuré par la dotation de 5 milliards, couvrira non seulement l'investissement immobilier, mais aussi la maintenance, qui est trop souvent négligée par les propriétaires publics ". En gardant les terrains et les bâtiments publics, l'Etat s'éviterait des dépenses inutiles en restant hors du marché immobilier (les prix ne subissant pas la loi du marché). Et si l'Etat peut donner de l'argent au privé pour s'occuper de la maintenance, pourquoi ne le ferait-il pas lui même? Sans oublier, quand même, que c'est le manque d'investissement chronique des différents gouvernements qui explique la "négligence" de l'Etat dans la matière...

Enfin des questions restent en suspens. Qui payera le loyer dans 25 ans? Et quid de "l'urgence immobilière", quand on connaît le nombre d'universités ayant besoin de bien plus qu'un coup de pinceau (Jussieu, Paris 1-Tolbiac, par exemple) ?

L'objectif du gouvernement est double : virer les étudiants précaires (trop onéreux) et créer quelques universités capables de rivaliser au niveau international. Les autres devront se débrouiller pour survivre. A nous de rendre au marchand de tapis la monnaie de sa pièce !

Oïman Fekar

MOUVEMENT DANS L'ÉDUCATION



Cortège lycéen du 27 novembre 2008.

Déjà un mois de grève dans les lycées

Depuis plus d'un mois, un mouvement lycéen se développe. Il s'est amplifié avec la manifestation (plus de 10000 personnes à Paris) qui s'est tenue le 18 mars, soit deux jours après les élections municipales. Depuis, des milliers de lycéens poursuivent la lutte, par la grève et des manifestations massives, comme celle du 27 mars où plus de 5.000 lycéens ont manifesté à Paris.

Ce mouvement trouve son origine dans la grève des profs qui protestent contre la suppression de 11200 postes d'enseignants pour la rentrée 2008, et à terme de 80.000 postes d'ici 2012, et contre les préconisations du rapport Pochard.

Le nombre d'élèves par classe va augmenter, l'encadrement dans les établissements sera mis à mal par la suppression de nombreux postes de surveillants, d'infirmières, de conseillers d'orientations. Cette politique entraîne la suppression de matières dans le général, et de filières dans les lycées pro et technologiques, elle aura des conséquences désastreuses pour les lycées en difficulté, accentuant les inégalités et la concurrence entre établissements.

Cette attaque contre l'éducation s'inscrit dans la logique globale du libéralisme. Elle met l'éducation au service de la société marchande : « ce qui nous incombe c'est de relever le défi de l'économie de la connaissance » (extrait de la lettre aux éducateurs). Le mouvement lycéen s'inscrit dans les luttes menées depuis 3 ans contre la politique ultra-libérale des gouvernements de Villepin et Fillon, qui tendent à privatiser l'éducation et à démonter le code du travail.

Face à ces attaques, le mouvement doit avoir une perspective nationale. Les slogans entendus dans ces manifestations portent sur les attaques contre l'éducation, et plus généralement, contre la politique de Sarkozy. Les victoires sur les revendications locales ne doivent pas amener les profs de lycées et de collèges à arrêter la grève. Les revendications qui concernent l'ensemble des lycées, comme le refus des suppressions de postes et des objectifs en terme de nombre d'élèves par classe, permettent de créer l'unité pour élargir le mouvement. Elles permettent aussi de mettre en place un front unitaire avec les profs.

Pour exister nationalement, pour faire apparaître des revendications unifiantes, pour gagner son autonomie vis-à-vis des syndicats lycéens inféodés au PS comme la FIDL et l'UNL, le mouvement doit se doter d'une coordination représentant le plus de lycées possibles.

L'unité entre les secteurs en lutte est décisive pour que le mouvement gagne contre un gouvernement déterminé à faire passer ses contre-réformes. La défaite de la droite aux municipales, notamment la défaite du ministre Xavier Darcos à Périgueux est un encouragement pour la suite de ce mouvement et pour les luttes à venir.

Laure Sabler et Otman Fekar

EDUCATION

LES RAISONS DE LA COLÈRE



Manifestation lycéenne du jeudi 27 novembre 2008.

L'ÉCOLE PRIMAIRE comment travailler plus, et faire moins d'heures de cours...

L'annonce de la suppression du samedi matin travaillé a soulevé, chez les enseignants du primaire, un certain nombre de questions : Comment va être employé ce temps du samedi matin ? Comment rattraper ces heures de cours, perdues pour l'ensemble des élèves ?

D'après certains inspecteurs, ce temps sera réparti en concertations, formations et cours de remise à niveau pour les élèves en difficulté (dont les noms seront communiqués aux inspections académiques), et ce, aux horaires choisis par les enseignants. D'autres inspecteurs insistent sur l'impossibilité de réaliser ces heures de soutien le samedi. Une autre réponse leur est parvenue le 1^{er} février 2008, avec une note de service du ministre aux recteurs demandant aux enseignants de proposer « un nouveau service » aux élèves en difficulté sous la forme de stages de remise à niveau, pouvant avoir lieu pendant les vacances. Il s'agit d'heures supplémentaires, défiscalisées (c'est-à-dire, exemptes de toute cotisation pour la protection sociale et la retraite).

Un « relevé de conclusion commun pour la réutilisation des heures supprimées le samedi matin, pour l'aide aux élèves rencontrant des difficultés à l'école primaire » est signé quelques jours après par le SE-UNSA et la CFDT. Ce relevé indique la nouvelle répartition horaire : le volume horaire global des enseignants est inchangé. Ce qui est nouveau, ce sont les 60 heures « consacrées à des actions directes auprès des élèves en difficulté ». Et le temps de présence en classe, devant l'ensemble des élèves ?

Le 19 février, Darcos « résout » la question en décidant de la suppression de deux heures de cours hebdomadaires. Il fait « tenir » les contenus d'enseignement dans 24h au lieu de 26h.

En revanche, le temps consacré à « l'éducation civique et morale » n'est nullement précisé, ni limité. Cette matière semble être privilégiée par le ministre de l'Education Nationale, qui y verrait bien l'apprentissage obligatoire de l'hymne national aux élèves, et par le Président de la République, qui avait évoqué l'idée de faire « parrainer » un enfant juif victime de la Deuxième Guerre Mondiale par un enfant de CM2 (projet finalement abandonné)...

L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GÉNÉRAL

Les enseignants du secondaire : de futurs cadres, flexibles, payés au « mérite » ...

La Commission sur la rénovation du métier d'enseignant (présidée par Michel Pochard) légitime son existence par son projet (énergiquement approuvé par Sarkozy) de (re)faire de l'enseignant un « notable », de lui rendre sa respectabilité perdue. Cet objectif est en soi plutôt ambigu. On peut le comprendre comme la nostalgie d'un temps où le professeur formait, avec le médecin et le pharmacien, une petite élite intellectuelle, un groupe de notables respectables, tenant la société, ce qui n'a rien de progressiste...

Mais il est de toute façon évident que ce pseudo-objectif n'est qu'une couverture (censée amadouer les profs). Le projet de cette Commission est bien de rénover la condition enseignante : les professeurs vont devenir des sortes de cadres, au temps de travail flexible, dont la rémunération sera en partie calculée en fonction du « mérite ». Cette Commission remet en question le statut de 1950, selon lequel le service hebdomadaire du professeur était défini par sa présence devant les élèves. Cette gestion du temps de travail, jugée archaïque, sera remplacée par un service pensé sur l'année, service auquel seront incorporées des missions autres que la transmission des connaissances (déjà prises en charge par les enseignants) : études surveillées, travaux d'orientation... qui seront désormais rémunérées.

Comment le gouvernement compte-t-il financer la rémunération de ces tâches déjà accomplies par les enseignants ? Réponse : par le principe « moins de postes, plus d'Euros ». Sarkozy s'est engagé à réinjecter la moitié des économies réalisées avec la réduction du nombre de postes dans les feuilles de paye de ceux qui veulent faire plus. Les profs aussi vont « travailler plus pour gagner plus »...

...Mais pour gagner plus, il faut aussi être méritant. Pleinement approuvé par la Commission Pochard, Sarkozy déclare : « Les enseignants bénéficieront d'augmentations méritées ». Et l'avancement des professeurs (nouvelle innovation !) va maintenant se décider au niveau de l'établissement.

ET LES PROVISEURS : de nouveaux managers... A quand l'autonomie des lycées ?

Actuellement, les professeurs sont évalués à 40% par leur chef d'établissement (qui baissent rarement la note) et à 60% par l'inspecteur. De plus, l'ancienneté et le rang au concours sont pris en compte. Le rapport Pochard suggère une rupture : l'avancement serait décidé « dans l'établissement sur la base de quelques critères simples » dont pourraient juger ensemble le chef d'établissement et l'inspecteur pédagogique. Ces « critères simples » seront définis « sur la base des progrès et des résultats de leurs élèves ».

Voilà qui est conforme aux exigences de Sarkozy, qui, dans sa lettre de mission au ministre de l'Education Nationale, précisait : « Vous les évalueriez plus régulièrement, sur la base des progrès et des résultats de leurs élèves ».

LES SUPPRESSIONS DE POSTES

Résultat : des matières supprimées

On prévoit la suppression de 11200 postes d'enseignants à la rentrée 2008, 1400 en Ile-de-France.

Cela entraîne la suppression de nombreuses heures de cours, la disparition de matières facultatives et d'options (arts plastiques, musique, LV3).

Plusieurs lycées se sont mis en grève pour protester contre ces disparitions de matières. L'établissement Emilie de Breteuil (à Montigny), a été bloqué durant une semaine ; Les 7 mares (à Maurepas), Jean Villar (à Plaisir), Dumont d'Urville (à Elancourt) se sont mis en grève le jeudi 21 février ; les lycées de Villepreux, Mansart, Mantes-la-ville, Magnanville, à Villaray...

Une autre conséquence est la disparition des heures de soutien... qui, pour exister, devront se faire en heures facultatives. Et c'est ici qu'intervient le « travailler plus », sous la forme d'heures sup rémunérées. Le budget 2008 prévoit une hausse de 12% du nombre des HSA et de 20% des HSE. Cette multiplication des heures supplémentaires détaxées, en plus de contribuer à la destruction des protections sociales et des retraites, se heurte à une limite physique. « Dans certains établissements, les enseignants sont saturés. Les heures supplémentaires ne trouvent pas preneurs » Guy Barbier (UNSA).

Marie Geaugey

INTERVIEW

Pour comprendre toute la portée du sujet nous avons voulu laisser la parole à Elise, enseignante dans le primaire, syndiquée à SUD Education.

Fillon veut que l'école soit au service de la morale républicaine, faire chanter la Marseillaise aux élèves... les instituteurs ne font-ils pas déjà le nécessaire en éducation civique ?

De la même manière, nous manquons de temps. En éducation civique, on enseigne aux élèves les symboles de la République : le drapeau tricolore, Marianne... mais apprendre un chant patriotique demanderait plus de temps, c'est encore plus difficile avec le retrait de deux heures hebdomadaires. Lors du ministère Chevènement, il avait été demandé de faire chanter la Marseillaise aux élèves. Peu d'enseignants l'avaient fait. Si cela ne s'insère pas dans le cadre de leçon d'histoire sur la Révolution Française, je ne vois pas vraiment l'intérêt de faire apprendre ce chant... cela s'apparente plus à un bourrage de crâne républicain qu'à un projet pédagogique réel.

Avec deux heures en moins, il sera plus difficile de réaliser l'ensemble du programme... Quelles matières vont en pâtir ?

Il ne sera pas difficile, mais impossible de réaliser tout le programme... il faut ajouter aux retraites de deux heures de cours, l'ajout d'une heure de sport, et d'une nouvelle matière : l'histoire des arts. Les maths et le français restant la priorité, les matières qui vont en pâtir seront certainement les matières dites de « découverte du monde » : l'histoire et la géographie, ainsi que le chant, l'art plastique...

L'ajout de l'histoire des arts pose le problème de la formation : nous ne sommes pas aptes à enseigner cette matière.

L'idée de Sarko de faire parrainer un enfant juif mort dans la Shoah par un enfant de primaire a finalement été abandonnée. Le mercredi 27 février, une commission s'est réunie pour trouver d'autres solutions. Que pensais-tu de ce projet ?

Personnellement, je trouve qu'on n'insistera jamais assez sur l'horreur du fascisme, l'idée d'impliquer personnellement les élèves sur la question des victimes du nazisme me paraissait bonne... mais pourquoi spécifiquement un enfant juif ? Pourquoi pas un enfant Tzigane ? De plus, parrainer un enfant mort ne me semble pas une priorité quand aujourd'hui on expulse des enfants bien vivants hors du territoire français.

Propos recueillis par M.G.



Cortège parisien unitaire du 27 novembre 2008. Professeurs et étudiants manifestent ensemble contre les suppressions de postes.

BEP : SUPPRESSION CONFIRMÉE

A la rentrée de Septembre 2008, le Baccalauréat en 3 ans sera mis en place pour la moitié des formations. En Septembre 2009, ce Bac pro en 3 ans sera étendu à toutes les sections. La disparition totale du BEP est donc prévue pour dans deux ans.

Officiellement, le but de cette suppression est d'« encourager » les jeunes qui seraient tentés de quitter le cycle scolaire après deux ans de formation, et un BEP comme diplôme en poche, à se diriger vers le baccalauréat professionnel, et d'aligner la filière professionnelle sur le rythme des bac généraux et technologiques. Autrement dit, il s'agirait d'augmenter le niveau de formation et de qualification des jeunes... malgré eux. Une réforme qui ne tient pas compte des impératifs de certains jeunes, qui doivent, avec ou sans diplôme, se mettre à travailler, pour des questions financières ou de démotivation. Pour les premiers, l'existence du BEP leur permettait de se présenter sur le marché du travail, avec une valeur reconnue, pour les seconds, l'obtention de ce diplôme était un premier signe de reconnaissance de cette valeur et un encouragement à poursuivre leurs études (il est inutile de rappeler la dépréciation dont les filières professionnelles font l'objet dans l'opinion générale et les conséquences que cela entraîne sur la motivation des élèves. Dépréciation à laquelle Darcos prétend mettre fin par cette réforme, en faisant du bac pro un « bac comme un autre »).

Forcer les jeunes à se présenter au baccalauréat, désormais seul garant d'une quelconque valeur sur le marché du travail, n'est pas une solution. Ceux des jeunes qui doivent impérativement travailler au bout de deux ans seront sans qualification, ceux qui sont victimes d'une démotivation ressentiront cette contrainte comme telle, et quitteront la formation (toujours sans qualification) ou la poursuivront dans de mauvaises dispositions. Les conséquences réelles de cette réforme seront donc, du point de vue des élèves, non pas une augmentation du niveau de qualification, comme le prétend le ministre de l'Education Nationale, mais au contraire une augmentation des sorties d'élèves sans diplôme. Quant à la qualité de la formation, la perte de 25 % des cours entraînera la suppression de différentes filières, c'est à dire une diminution de la diversité de l'enseignement. Voilà qui va redorer le blason des filières professionnelles !

Et du point de vue des profs, cette réforme entraînera de nouvelles suppressions de postes. Voilà qui rapprochera, en effet, les filières professionnelles des filières générales, qui seront caractérisées sans distinctions par la baisse des effectifs du personnel enseignant !

Marie Geaugey

NON A LA CASSE DU CODE DU TRAVAIL



INTERVIEW

Evelyne Perrin, sociologue, membre d'AC !, de Stop Précarité et coordinatrice du groupe de suivi de la réforme du contrat de travail.

1) Le doublement de la période d'essai est une injure faite à ceux qui se sont mobilisés contre le CPE (Contrat Première Embauche). Tu as étudié ce mouvement social, qu'en penses-tu ?

Oui le doublement de la période d'essai est bien une injure, et une revanche, par rapport à ceux qui se sont mobilisés contre le CPE. Après la défaite subie lors du CPE, après la condamnation du CNE par l'OIT (Organisation Internationale du Travail), qui entraîne son retrait, le patronat et le gouvernement qui est à ses ordres rêvaient d'une revanche. L'accord signé le 11 janvier par 4 syndicats dits « représentatifs » sur 5 (à l'exception de la CGT) prolonge la période d'essai jusqu'à 8 mois (en cas de renouvellement pour les cadres, 6 mois pour les techniciens, 4 mois pour les ouvriers et employés ! C'est clairement un retour au CPE-CNE, sans aller jusqu'à deux ans car cela a été déclaré illégal par l'OIT. Cela vise clairement les jeunes entrant sur le marché du travail, alors que déjà 70 % des embauches se font en CDD d'une durée moyenne d'un mois et demi. Les jeunes sont de plus en plus condamnés à la précarité, alors même que le mouvement massif contre le CPE avait exprimé le refus de cette précarité.

2) On a parlé de "flexisécurité à la française" y a-t-il un gain de sécurité réel pour les salariés ?

On a parlé effectivement de « flexisécurité » à la française, en évoquant à tort le modèle danois, or il n'y a rien de tel dans l'accord. Au Danemark, malgré une récente dégradation, on peut licencier facilement les chômeurs, mais ils sont confortablement indemnisés pendant quatre ans maximum et les dépenses consacrées à l'indemnisation et à l'accompagnement au retour à l'emploi sont considérables. En France, si l'on regarde bien cet accord négocié et signé dans la plus grande discrétion sans qu'il n'y ait eu aucune mobilisation des salariés, il accroît à tous les points de vue la sécurité pour l'employeur et la flexibilité pour le salarié, avec la séparation à l'amiable, et la création du « CDD à terme incertain » (sic) pour les ingénieurs et cadres, pour commencer par eux. La sécurité est pour les patrons, qui pourront licencier beaucoup plus facilement.

3) La procédure de rupture à l'amiable n'est-elle pas un cadeau empoisonné pour les salariés? Risque-t-il d'y avoir des contournements, les recours sont-ils suffisants ?

La procédure de séparation à l'amiable, qui permet au patron de négocier (dans quel rapport de forces, avec quelles pressions ou intimidations ?) une « rupture conventionnelle » avec son salarié, est bien un cadeau empoisonné pour les salariés. Certes, ils pourront dans ce cas toucher les allocations de chômage ; mais ils ne pourront plus saisir les prud'hommes passé le délai de 15 jours de rétractation et de 15 jours d'homologation par l'administration du travail. C'est faire comme si salariés et patrons étaient dans un rapport d'égalité ! On voit d'avance le chantage auquel les premiers pourront être soumis ! Et tout l'esprit de l'accord se reflète bien là : il s'agit de limiter au maximum la possibilité pour le salarié de saisir les prud'hommes. D'ailleurs d'autres dispositions de l'accord en restreignent encore la possibilité de recours, au moment où un tiers des conseils de prud'hommes sont supprimés par la réforme de Rachida Dati.

4) Le contrat de mission ne signifie t'il pas tout simplement une précarité accrue pour les cadres (déjà soumis à une période d'essai de 6 mois renouvelable)? Risque t'il d'être généralisé à l'ensemble des salariés ?

L'introduction du CDD à terme incertain pour les cadres et ingénieurs, ou contrat de mission, est l'une des plus anciennes revendications du patronat : ce contrat, prévu pour une durée maximale de 36 mois et non inférieure à 18 mois, peut être interrompu lorsque la mission est terminée. C'est le rêve du patronat, et cela vise explicitement les étudiants qui formeront la main d'œuvre qualifiée de demain, avant peut-être d'être étendu aux autres catégories de salariés. De plus en plus de salariés aujourd'hui sont rangés dans la catégorie des cadres. C'est donc un recul qui concerne tout le monde à terme. Cela s'ajoute aux multiples formes de contrats précaires autres que le CDI – dont on affirme pourtant qu'il est la norme – qui existent déjà.

5) Avec le maintien des droits individuels à la formation et le licenciement à l'amiable, ne s'agit-il pas de faire payer par la collectivité la formation des salariés autrefois assurée par les entreprises ? Y'a-t-il un lien avec les réformes successives des universités visant à professionnaliser les études supérieures ?

Je n'avais pas réfléchi à cette question. Il est certain que le patronat cherche à tout prix à se défaire de ses responsabilités, et souhaite d'ailleurs se retirer du financement de l'assurance-chômage, pour la laisser à l'Etat (on va voir se dérouler cette offensive lorsque va être renégociée la convention UNEDIC au printemps). C'est certain qu'il cherche à se défaire aussi de la formation, en essayant de la faire prendre en charge par l'université (c'est un des aspects de la réforme LRU) ou par l'Etat. Mais au même moment, depuis 2002 et la création du PARE (Plan d'Aide au Retour à l'Emploi) signé déjà par les syndicats dits représentatifs (sauf la CGT), les formations longues et qualifiantes sont refusées aux chômeurs ! Dans une économie de la connaissance ! Là, dans cet accord, l'une des maigres avancées consiste en la transférabilité du DIF (Droit Individuel à la Formation) d'une entreprise à une autre, si le nouvel employeur l'accepte (l'autre maigre avancée est le maintien pendant quelques mois de la complémentaire santé).

6) Qu'est-ce-que le collectif envisage pour l'instant comme mobilisation pour s'opposer à la réforme du contrat de travail ?

Notre groupe de suivi, qui existe depuis 2006 et regroupe maintenant 15 organisations de chômeurs, précaires, intermittents, femmes, paysans, etc... propose d'organiser une mobilisation de tous, salariés en poste ou non, étudiants, contre la transposition en loi, à partir du 26 mars, de cet accord. Le projet de loi est déjà consultable sur les sites des organisations signataires de notre groupe. Mais une partie des reculs seront effectués par décret, ou par accord de branche, l'attaque sera donc démultipliée, pour diminuer les résistances. Nous prévoyons une manifestation le 26 mars, lors de l'examen du projet de loi en conseil des ministres. D'ores et déjà, une pétition est en ligne (www.pourdesdroitsnouveaux.org). Nous allons rencontrer les groupes parlementaires et les partis politiques de gauche, afin de connaître leur position sur ce texte. La mobilisation ne fait que commencer.

Les salariés de Mondial Assistance en grève reconductible



Ici au Mans, grève unitaire (CFTC, CGT et FO) des salariés de Mondial Assistance, pour une revalorisation salariale (le 3 avril 2008).

La scène est insolite: devant le 54, rue de Londres, siège du groupe Mondial Assistance France - premier groupe mondial d'assurances de voyage et d'assistance - des dizaines de personnes manifestent dans le calme, plutôt le genre sit in, avec banderoles, fracas de casseroles et coups de sifflet.

Ainsi apparaissent au grand jour les visages de ceux dont vous n'entendez que la voix quand vous êtes perdus au fin fond de la brousse, avec le moteur de voiture cassé et qu'éperdu vous appelez le service d'assistance désormais obligatoirement lié aux contrats d'assurance. Problèmes de voiture, problème de maison, tout ce qui est assuré peut être l'objet d'assistance. Ils vous écoutent avec patience et le plus souvent vous procurent des solutions pertinentes. Vous ne les voyez jamais.

Pourtant, à MAF, ils sont 1500, assurant sur les sites de Paris Bagnole, Paris XVII, Le Mans. Des services techniques France et International, de l'assistance au domicile et du médical. On leur demande des efforts de productivité, toujours plus d'efforts. L'explosion des profits du groupe Allianz, qui contrôle MAF a joué le rôle d'un détonateur chez les chargés d'assistance.

Alors, depuis lundi 31 mars 2008, Mondial assistance France est en grève avec le soutien de trois syndicats de salariés, FO, CGT, CFTC.

INTERVIEW

Marcella, salariée à Mondial Assistance, syndiquée CGT répond aux questions de la rédaction d'*Anticapitaliste*.

Pourquoi êtes-vous en grève ?

Nous nous battons pour nos salaires. Nous voulons 150€ d'augmentation forfaitaire, c'est-à-dire pour tous et non une hausse en pourcentage. Nous ne voulons plus de salaires inférieurs à 1500€, et aujourd'hui nous sommes beaucoup à toucher 1200€. Il s'agit de revendications transversales qui touchent tous les sites de la boîte. Mondial Assistance a fusionné depuis un an avec de grosses sociétés : FSIA, ELVIA, SSC. Cela a entraîné une remise en cause de pas mal d'acquis.

Quelle ampleur revêt votre mouvement ?

La grève a débuté lundi 31 mars, ça fait donc 3 jours déjà. 95 à 100% des salariés en plateaux opérationnels (téléassistance, ndlr) sont grévistes. Cela est plus mal suivi chez les cadres. Les différents sites sont touchés que soit à Paris, Bagnole ou Le Mans. La direction prétend qu'il n'y a que 20% de grévistes. Elle essaie aussi de briser notre mouvement en envoyant ceux du secteur commercial et les cadres nous remplacer mais ils n'y connaissent rien et ne sont pas très efficaces.

Penses-tu que vous pouvez gagner ?

Les salariés sont bien mobilisés, et avec ce que l'on a déjà fait il est nécessaire de tenir. On ne fait pas la grève pour s'amuser car le fait de ne pas toucher nos salaires est difficile. Pour autant il faut rester positif. Pour le moment la direction se moque de nous alors je pense qu'il nous faut continuer.

Propos recueillis par Laurent Bauer

Traité de Lisbonne : les folles aventures démocratiques de l'Union européenne...

Le 4 février dernier Sarkozy nous a démontré comment il concevait la démocratie en imposant le Traité Européen par la voie du congrès de Versailles. 55% ont pourtant voté Non en 2005 mais qu'importe.

Si la droite a voté haut la main ce déni démocratique, la position du Parti Socialiste (PS) est affligeante. La direction de celui-ci a appelé à s'abstenir, c'est-à-dire à cautionner de fait le traité car les abstentions n'étaient pas prises en compte. Lors du congrès ratifiant le traité, Pierre Moscovici a déclaré pour le PS que son parti n'allait pas « s'opposer à la construction européenne ». Les parlementaires les plus droitiers du PS ont même carrément voté Oui, comme Jack Lang, Manuel Valls ou Robert Badinter. Une opposition interne au PS s'est tout de même fait entendre avec Jean-Luc Mélenchon, Marc Dolez, Laurent Fabius ou Henri Emmanuelli. Si l'on fait les comptes, sur 204 députés PS et affiliés, 17 ont voté Oui, 93 se sont abstenus et 91 ont voté Non. Pour les sénateurs PS, sur 96, 15 ont voté Oui, 49 se sont abstenus et 30 ont voté contre.

Il y a là une évolution importante de la majorité du PS. En plus d'accompagner et de cautionner le recul social, c'est désormais le recul démocratique qui est approuvé. Le vote Non de 2005 exprimait un refus du libéralisme mais les gouvernements ne sont pas là pour demander l'avis du peuple. Ce procédé du 4 février marque le début d'une attaque globale contre nos faibles droits démocratiques. Nos dirigeants et les médias à leur solde n'ont eu de cesse de répéter que le peuple ne s'y connaissait pas assez pour exprimer un avis valable sur la construction européenne. C'est avec ce type de logique qu'Henri Kissinger a justifié le coup d'Etat de Pinochet au Chili pour éviter que le pays sombre dans le socialisme « à cause de l'irresponsabilité de son peuple ».

La campagne contre le traité de Lisbonne se poursuit aujourd'hui en Irlande, seul pays de l'Union à pouvoir s'exprimer par référendum, avec une coalition de gauche de partis (SWP, WP, Sinn Féin, PC), syndicats (UNITE) et organisations anti-guerre (PANA). Cependant le parlement européen s'est opposé à un amendement du groupe de gauche GUE/NGL sur une résolution concernant la démocratie. Cette résolution demandait simplement de « s'engager à respecter le résultat du référendum en Irlande ».

Vincent Browne, journaliste irlandais au Sunday Business Post, a fait l'expérience de l'opacité de l'UE. Se revendiquant pro-européen, il a demandé le texte complet du traité de Lisbonne au Bureau de la Commission européenne à Dublin afin de lire et d'écrire un article dessus. Il lui a été répondu qu'il n'y avait aucun exemplaire en Irlande mais que les hommes politiques en feraient un résumé à la population pour qu'elle fasse son choix lors du référendum. Vincent Browne s'est rendu à l'évidence et appelle désormais à voter Non ...

Nous affichons notre entière solidarité avec les travailleurs irlandais qui pourront se faire les porte-paroles de tous les travailleurs d'Europe en rejetant ce traité réactionnaire.

Laurent Bauer

Les méthodes carcérales de la France

Dans la nuit du 11 au 12 février, lors de l'appel des détenus en fin de soirée dans le centre de rétention de Vincennes, les gardiens tirent au Tasers sur des détenus. Un Homme est touché en pleine poitrine, il perd connaissance et est transféré à l'hôpital de l'Hôtel-Dieu. Deux jours après, il est de nouveau interné au centre de rétention et n'a pas vu de médecin ni d'infirmière depuis, alors que son état est critique. Cette même nuit, les retenus sont déshabillés et entraînés dans la cour pour une fouille qui durera jusqu'à quatre heures du matin. En rentrant dans leurs cellules, ils constatent la destruction de leurs objets personnels.

Les détenus de centre de rétention, ne sont pourtant que des détenus administratifs. C'est-à-dire qu'ils n'ont pas commis de délit, mais que leur seul tort est d'être sans-papiers. Présentés comme des centres de transit, ces lieux sont de véritables prisons, avec des conditions de vie encore pire que dans le milieu carcéral. Dans le centre de rétention de Vincennes, 80 détenus ont repris la grève de la faim commencée au mois de décembre pour protester contre les violences des gardiens et les conditions de vie.

Les centres éducatifs fermés pour mineurs ouverts depuis un peu plus de six mois ont fait un premier mort en février : un mineur s'est suicidé. Ce drame illustre que ce sont de véritables prisons.

Municipales 2008 :

“Le vote des français ne doit pas être instrumentalisé par des considérations partisans. Il ne faut pas tout mélanger !” François Fillon, au soir du second tour des municipales.



Une défaite cinglante pour la droite :

Les journalistes aux ordres ont beau tenter d'atténuer les résultats, la droite a perdu dès le premier tour des villes d'importance non négligeable comme Rouen, Châlon-sur-Saône, Bourg-en-Bresse, Dieppe, Laval, Alençon ou encore Vierzon. Au second tour, des villes comme Toulouse (50,42%), Strasbourg (58,33%), Amiens (56,21%), Caen (56,26%), Reims (56,07%), Narbonne (57,00%), Périgueux (50,42%), Blois (60,69%), sont passées à gauche. L'UMP perd donc des bastions historiques. Le Front National ne récupère pas l'électorat perdu aux présidentielles.

Une bonne partie de l'électorat de la droite ne s'est pas déplacé, la gauche ne gagnant pas de voix depuis 2001. Sarkozy n'a jamais été aussi bas dans les sondages avec 61% des Français qui n'ont pas confiance en lui. C'est une des plus rapides dégringolades pour un président de la République. Les mouvements étudiants et cheminots y ont largement contribué.

Toute la droite s'entre-déchire depuis l'échec cuisant des municipales, certains candidats malheureux allant jusqu'à taper sur la politique ultra-libérale du gouvernement. Ce sont les questions sociales qui ont dominé toute la campagne notamment autour du pouvoir d'achat.

Une percée de la gauche radicale

Sur les 200 listes auxquelles la LCR a participé, 110 dépassent 5% et plus d'une vingtaine passent la barre des 10%. On peut citer Clermont-Ferrand avec 15,34% (2nd tour), Morlaix avec 25,5% (1er tour), Saint-Nazaire avec 17,69% (2nd tour), Cahors avec 11,48% (1er tour), Noisy-le-Grand avec 11,10% (2nd tour)...

Sur ces 200 listes de la gauche radicale, il y a eu 120 listes unitaires dont 50 avec des collectifs antilibéraux, 30 avec des sections PCF opposées à la ligne nationale (dont 5 avec LO), 11 avec des groupes locaux, 9 avec les AlterEkolos, 9 avec les Verts, 3 avec PRS. Dans plusieurs listes où la LCR est la seule formation, on a pu voir des élargissements à des militants locaux d'autres sensibilités. Sur les 200 listes, on constate que là où la LCR a choisi l'unité, 69% des listes ont franchi les 5% et 24% ont franchi les 10%, la LCR seule n'y arrivant que dans 4% des cas.

Un PS qui n'a rien à proposer

Les travailleurs qui ont voté pour le PS n'adhèrent pas, dans leur majorité, à la politique du PS. Le PS a servi d'outil pour mettre une claquette à la droite et au patronat. Les dirigeants socialistes n'ont pas fait mine de proposer une vaste riposte face à la droite au vu des résultats. La principale problématique abordée est celle de l'alliance avec le MoDem. Ce n'est pas le MoDem qui vire à gauche comme le prétend l'UMP mais bien la social-démocratie qui s'émancipe de ses liens restants avec le monde du travail et les luttes sociales. Le PS compte sur le MoDem, auquel il donne du crédit, plus que sur les travailleurs pour gagner les élections. Il y a de plus en plus un accord idéologique entre ces deux formations : le libéralisme. Ainsi dans plusieurs municipalités (Marseille, Montpellier...) le PS a préféré l'alliance avec le MoDem plutôt qu'avec des listes à sa gauche. Il y a des similitudes avec la situation allemande où le SPD préfère s'allier à la CDU plutôt qu'à Die Linke. D'ailleurs le PS a appliqué nationalement la consigne de refuser toutes les fusions techniques avec la gauche radicale.

L'équilibrisme du PCF

Lors du Conseil National du PCF du 8 février, les Communistes Unitaires ont proposé une motion stipulant « il est exclu que les communistes participent à des listes incluant le MoDem » qui fut rejeté par 80 voix contre 9 et 13 abstentions sur 254 membres. Marie-Georges Buffet a personnellement combattu cette motion. Cela car dans plusieurs villes (Grenoble, Bordeaux...) le PCF s'est retrouvé dès le premier tour sur des listes incluant le MoDem. Certaines sections ont pourtant fait le choix de briser des alliances établies avec le PS parfois même depuis les années 70, comme c'est le cas à Dijon. Dans d'autres villes des dissidents du PCF ont rejoint les listes de la gauche radicale ou ont proposé leur propre liste. Ainsi Buffet a eu beau jeu de dénoncer publiquement « les alliances contre-nature avec le MoDem » à la veille du premier tour au vu de son refus de la motion des Communistes Unitaires.

Lutte Ouvrière ou l'art de ne pas tenir une position intenable

LO a fait le choix de l'alliance avec le PS dès le premier tour partout où cela est possible. Cela sans avoir cherché à négocier le programme électoral. La politique opportuniste de LO résulte de sa vision pessimiste coupée de la réalité des luttes sociales. La direction de LO estime, après des présidentielles sous un slogan sectaire (« qui d'autre peut se dire sincèrement dans le camps des travailleurs »), qu'il faut sauver les meubles à gauche, et les alliances avec le PS seraient donc la seule chose à faire. Cela remet aussi en cause l'orientation des sensibilités de la LCR qui voyaient LO comme seul partenaire possible.

Laurent Bauer

Die Linke, «La Gauche», l'exemple à suivre?

Issu de la fusion du PDS (l'ancien parti communiste Est-allemand) et du WASG (« l'alternative électorale travail et justice sociale », créée par des militants de la gauche du SPD, des altermondialistes et des syndicalistes) en juin 2007, Die Linke s'est très rapidement installé dans le paysage politique allemand. Ce nouveau parti propose une véritable orientation antilibérale, avec un programme répondant à l'urgence sociale. Après les attaques qu'ont subi les travailleurs allemands de la part de Schröder, « La Gauche » répond aux attentes.

Méprisé par la CDU, raillé par le SPD, le parti qui fut jusqu'à très récemment sous la surveillance du service de protection de la Constitution, inquiète. Il déplace le débat politique allemand à gauche. Ce parti a tout pour déplaire à la classe dirigeante et au patronat.

Déjà bien présent à l'Est, Die Linke est maintenant en passe de remplir un de ces objectifs : pouvoir exister sur le plan national. Les dernières élections régionales l'ont montré : en Hesse, à Hambourg, "La Gauche" a réussi à obtenir les 5% fatidiques afin d'exister sur la scène régionale.

Les réformes menées par Schröder, dont la célèbre "Hartz IV" (du nom de l'ancien DRH de Volkswagen, réforme concernant l'allocation chômage) sont au coeur de la controverse sur le SPD. Grâce à Hartz IV, les familles en difficultés touchent la somme "exceptionnelle" de 2,39 € par jour au titre de la nourriture et de 1,79€ par mois pour les fournitures scolaires! Belle exemple de la sociale-démocratie.

Espérons que Die Linke ne rentre pas dans une logique électorale, afin de ne pas finir comme le SPD et les Verts (qui risquent de s'allier avec la CDU à Hambourg). Ainsi elle gardera sa crédibilité.

Otman Fekar

Pour transformer les crises sociales en crises politiques : La nécessité d'un Nouveau Parti Anticapitaliste

Depuis 2002, les profs, les gaziers, les étudiants, les lycéens, les cheminots, ont mené des grèves dures contre les réformes libérales. Ces luttes ont été soutenues par la majorité de la population, mais les gouvernements de droite ont quand même fait passer des reculs majeurs de nos droits sociaux. La "grève par procuration" n'a pas suffi pour gagner face à la détermination du patronat et des libéraux.

Face aux attaques de la droite...

Depuis l'élection de Sarkozy, toutes les lois contre lesquelles nous nous sommes battus sont appliquées, l'une après l'autre : les lycéens sont de nouveau mobilisés contre les suppressions de postes et l'application de la loi Fillon qu'ils avaient enterrée en 2005, la précarité est accrue avec le doublement de la période d'essai et la création d'un "contrat à durée incertaine", la Constitution libérale pour l'Europe est ratifiée avec la complicité du parti socialiste ...

C'est par un tous ensemble que nous pouvons faire reculer les gouvernements libéraux. Isolés, nous sommes systématiquement battus, comme les étudiants pendant le mouvement contre la LRU ou les cheminots au mois de novembre 2007. Alors que les directions syndicales reculent aujourd'hui pour mieux capituler demain, nous avons besoin d'une direction alternative qui appelle à la solidarité active de tous les salariés envers ceux qui luttent, d'un parti qui réalise la convergence des luttes.

Pour mettre un coup d'arrêt au libéralisme, nous devons transformer les crises sociales en crises politiques. Cela signifie forcer les gouvernements de droite à démissionner, à ne pas rester sur un statut quo comme après le CPE où nous avons laissé un an à la droite et au PS pour organiser le choix entre "l'ordre juste" et "juste l'ordre". Nous avons besoin d'un parti qui réponde "présent" à la question du pouvoir qui est posée chaque fois que les gouvernements libéraux sont délégitimés par des mouvements sociaux.

... nous avons besoin d'un nouveau parti

Nous devons construire une coalition anti-libérale pour polariser le débat politique autour de la question sociale, pour en finir avec le défaitisme du PS qui négocie les reculs sociaux. Nous avons besoin d'une coalition électorale des anticapitalistes et des anti-libéraux face au social-libéralisme et au libéralisme tout court. Nous avons besoin de défendre un programme de rupture avec le libéralisme qui puisse être majoritaire parmi les salariés.

Face à la précarité et aux bas salaires, nous devons exiger la hausse des salaires pour vivre dignement sans enchaîner les heures sup', exiger la généralisation des CDI et l'interdiction des contrats précaires et des temps partiels imposés.

Contre l'institutionnalisation du racisme d'Etat, contre les quotas d'immigrés et les lois restreignant le regroupement familial, nous devons nous battre pour la régularisation de tous les sans-papiers et pour l'abrogation de toutes les lois racistes, de droite ou socialistes, votées depuis 1973.

A l'ordre moral de Sarkozy, aux tentatives de remettre en cause le droit à l'avortement, nous devons opposer une véritable égalité, des salaires égaux et la fin des discriminations au travail.

A l'opposé du rétablissement du délit de vagabondage, nous devons exiger la réquisition des logements vides pour mettre un terme à la spéculation immobilière.

Au néo-colonialisme en Côte d'Ivoire, au soutien de l'Etat raciste d'Israël, à l'alignement sur la politique américaine en Afghanistan, nous devons opposer un soutien aux résistances contre l'oppression nationale, en Palestine, au Liban, en Somalie.



Au tout nucléaire et à la course au profit qui menace notre survie nous devons opposer la satisfaction des besoins humains qui passe forcément par la préservation de notre environnement par une économie responsable de la planète et des hommes.

L'appel de la LCR pour un nouveau parti

L'appel de la LCR à la création d'un nouveau parti anticapitaliste est aujourd'hui la seule proposition qui aille dans le sens d'un regroupement pour combattre la politique de Sarkozy et ceux qui s'y rallient. Nous voulons y participer loyalement, c'est-à-dire en proposant cette initiative à ceux aux côtés desquels nous militons contre la privatisation des facs, contre les suppressions de poste dans les lycées, contre la destruction de nos acquis sociaux et le démantèlement des services publics, de la sécurité sociale. Nous construisons ces luttes sociales en mettant toujours en avant la nécessité de se confronter à la logique du libéralisme, au gouvernement.

Nous voulons faire de l'initiative de la LCR un point d'appui pour la convergence des luttes, pour l'expression d'une alternative au libéralisme.

L'unité que nous construisons contre la LRU, contre la destruction du code du travail et la précarité, cette unité doit se retrouver dans le nouveau parti anti-capitaliste. Toute tentation de réduire le nouveau parti anticapitaliste à un simple changement de nom de la LCR doit être combattue comme une trahison des aspirations à l'unité de ceux qui combattent le système. Ce qui fait la force des coalitions anti-libérales comme Die Linke en Allemagne, c'est justement d'associer les anticapitalistes et les réformistes qui n'ont pas capitulé, d'unir tous ceux qui mènent la lutte contre la régression sociale et le militarisme. C'est à la suite de coalitions anti-libérales qu'ont émergé des partis anticapitalistes conséquents comme le P-Sol au Brésil ou le bloc de gauche au Portugal. C'est de la lutte politique contre le libéralisme qu'émergera une véritable alternative au capitalisme.

Les militants du mouvement social qui veulent construire un autre projet de société, les syndicalistes qui ne veulent plus négocier les reculs de nos droits, tous ceux n'en peuvent plus du social-libéralisme et des directions syndicales qui, de compromission en capitulation, rejoignent le camp des patrons ... tous ensemble nous devons faire entendre une autre voix, rendre visible une alternative au projet de société de Sarkozy.

Marque Page devient Marxistes Unitaires



L'association Marque Page s'est réunie en assemblée générale les 15 et 16 mars derniers.

Nous avons fait un rapide retour sur les précédents mouvements sociaux : Mouvement lycéen de 2005 contre la loi Fillon, campagne pour le Non à la Constitution Européenne, mouvement anti-CPE/LEC, Mouvement anti-LRU... il y a une politisation croissante dans les luttes mais il manque un débouché à celles-ci.

La proposition d'un Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) a longuement été débattue dans cette optique. Il est aujourd'hui nécessaire de créer un nouveau parti anticapitaliste qui soit l'expression politique des mouvements sociaux. L'initiative de la LCR reste trop centrée sur les seuls trotskistes et peu ouverte aux forces anticapitalistes et antilibérales. Cette initiative intervient à la suite du refus du processus par la majorité de la LCR de candidatures unitaires antilibérales il y a un an. Dans plusieurs situations locales des collectifs antilibéraux ont fait le choix de participer aux comités pour un NPA. De nombreux militants s'emparent de cette initiative car c'est aujourd'hui la seule qui existe. Les exemples étrangers de nouveaux partis comme Die Linke en Allemagne ont été aussi discutés.

La nécessité de construire un courant révolutionnaire au sein du nouveau parti anti-capitaliste a également été abordée. Il est nécessaire de défendre les idées marxistes dans un regroupement large, de définir ce que ce signifie être révolutionnaire : lutter pour transformer les crises sociales en crises politiques, se battre pour le pouvoir des travailleurs, détruire l'Etat au service des patrons pour un Etat dirigé par les travailleurs eux-mêmes.

Marxistes Unitaires devient donc le nouveau nom de notre association. Cela afin d'exprimer notre volonté d'une nouvelle force politique regroupant la gauche antilibérale et anticapitaliste ainsi que notre identité en terme d'idées et de projet de société. Nous conservons le nom de Marque Page pour notre « maison d'édition » (brochures, ouvrages...).

Adrien Nicolas et Laurent Bauer

Qui sommes-nous ?

NOUS SOMMES COMMUNISTES, nous refusons cette société capitaliste où une petite minorité s'enrichit aux dépens de l'exploitation de l'immense majorité de la population. La planète n'a jamais autant produit de richesses qu'aujourd'hui et les inégalités et la misère n'ont jamais été aussi criantes. Des populations entières meurent de faim alors que l'on produit 120% des besoins alimentaires mondiaux. Il y a en France plus de logements vides que de SDF. De nos jours les besoins humains ont très largement de quoi être satisfaits et pourtant c'est toujours plus de chômage et de précarité qui nous guettent. La course au profit conduit à des désastres écologiques qui menacent la survie même de l'humanité.

NOUS COMBATTONS LE RACISME ET LES OPPRESSIONS, que le régime érige en institution (centres de rétention, rafles et ministère de l'identité nationale...) ainsi que l'extrême droite et ses idées. Le capitalisme a toujours besoin d'un bouc émissaire pour diviser les travailleurs. Aujourd'hui c'est la carte de l'islamophobie qui est brandie sous couvert d'une pseudo-laïcité et d'une guerre dite de civilisation. Le sexisme, l'homophobie et les oppressions de genre, continuent d'être des outils aux mains des capitalistes.

NOUS SOMMES INTERNATIONNALISTES car les travailleurs n'ont pas de patrie. Nous combattons l'impérialisme, le pillage par les Etats-Unis en Irak ou par la France dans ses anciennes colonies. Nous soutenons inconditionnellement tous les peuples en résistance en Palestine, au Liban, en Irak, au Kurdistan, en Tchétchénie et ailleurs. Chaque défaite de l'impérialisme est une victoire pour les travailleurs.

NOUS SOMMES ENGAGES DANS LES MOUVEMENTS SOCIAUX où nous défendons les stratégies les plus unitaires possibles tout en affirmant la nécessité de combattre les gouvernements aux ordres du MEDEF. Nous avons lutté pour la défense des retraites et des services publics, contre le CPE, contre la LRU... Nous nous battons pour des revendications politiques dans ces mouvements car c'est la seule manière de triompher.

FAIRE EMERGER UNE ALTERNATIVE UNITAIRE A GAUCHE est de plus en plus crucial. Les courants de la gauche antilibérale et anticapitaliste doivent s'unir afin d'offrir une expression politique aux mouvements sociaux qui soit une alternative crédible face à un Parti Socialiste qui n'offre aucune perspective si ce n'est l'accompagnement des reculs sociaux et démocratiques. Nous défendons dans ce cadre la nécessité de transformer les crises sociales en crises politiques afin de déstabiliser davantage le régime.

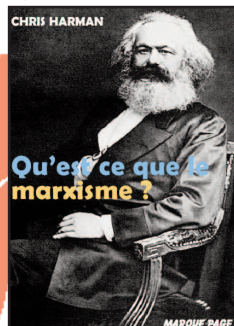
UNE REVOLUTION SOCIALISTE EST NECESSAIRE pour renverser le capitalisme. Ce n'est pas des institutions des capitalistes que viendra le changement de société. Les travailleurs, qui créent les richesses, doivent s'emparer du pouvoir, pour abolir la propriété privée des moyens de production et planifier eux-mêmes l'économie afin de répondre aux besoins de tous. Une révolution passe par la lutte internationale des travailleurs. Le socialisme ne peut rester enfermé dans un seul pays. Les pays stalinien n'avaient de socialisme que le nom et pratiquaient un capitalisme d'Etat bien réel.

BATIR UN PARTI REVOLUTIONNAIRE centralisé et démocratique est indispensable à la réussite d'une révolution des travailleurs. La spontanéité seule est bien trop fragile pour menacer durablement le capitalisme. Le patronat est très bien organisé et les travailleurs doivent disposer d'une structure efficace capable de le combattre.

LES BROCHURES de Marque Page



Chris Harman,
Décembre 95 : Un hiver
"chaud" en France



Chris Harman,
Qu'est ce que le
marxisme ?



Ian Birchall
Lénine : Guide à l'usage
des nouveaux rebelles

CRISE ECONOMIQUE

au royaume des requins de la finance

Récession américaine, inflation, chômage, crach boursier... La tempête se profile sur les places boursières mondiales. On nous annonce déjà des faillites à la pelle, et des régressions historiques du niveau de vie comme des conditions de travail.

Un désastre financier sans précédent

La crise des subprimes de cet été touchera avant tout les pauvres et les plus faibles. Comme une épidémie, la crise américaine s'exporte, en Asie et en Europe. Alors que les Ministres des Finances du G7, « [sont] les banques de publier leurs pertes », les pertes sur les marchés boursiers en janvier ont atteint 5 200 milliards de dollars¹.

En Angleterre, la banque Northern Rock a été nationalisée par Gordon Brown pour éviter sa faillite : la dette nette de la banque est estimée à 104,9 milliards de £ (140 milliards d'euros)². En Allemagne, IKB et Sachsen LB ont frôlé la banqueroute cet été, renfloués de justesse par le secteur bancaire public allemand³. En France, le Crédit Agricole annonce avoir perdu 857 millions d'euros au quatrième trimestre 2007. Enfin, on apprenait, le 24 janvier 2008 du président de la Société Générale, M. Daniel Bouton, une perte de 7,1 milliards d'euros, dont 4,9 milliards d'euros relatifs à une perte de trading (l'affaire Kerviel), soit la plus grande perte jamais constatée dans l'histoire bancaire.

Les économistes, les politiques, les banquiers et les grands patrons ne savent plus où donner de la tête, alors que les bourses mondiales chutent les unes après les autres. La crise des subprimes, compte tenu de son ampleur, est de plus en plus souvent comparée à la crise de 1929. Depuis janvier 2008, le bourse de Paris a chuté de 20 %. Une crise immobilière limitée aux États-Unis a entraîné une chute généralisée de l'économie globale.

Le mécanisme de la crise des subprimes

Le marché des subprimes, constitué de prêts hypothécaires et d'autres prêts à risques accordés à une clientèle peu solvable, s'est largement développé aux États-Unis en 2001, représentant 200 milliards de dollars en 2002 et 640 milliards de dollars en 2006. Ce montant représentait 23 % du total des prêts immobiliers souscrits⁴.

L'attrait pour les subprimes s'explique par la facilité pour les emprunteurs pauvres de contracter un emprunt immobilier, auparavant très encadré, moyennant un taux d'intérêt révisable (indexé sur la base du taux directeur de la FED), majoré d'une « prime de risque » (subprime) pouvant être très élevée. Les premières années du prêt (1, 3 ou 5 en général) sont couvertes par un taux d'intérêt fixe promotionnel qui devient ensuite variable.

Les banques, profitant de la généralisation de ces crédits immobiliers, ont encouragé leurs clients à se sur-endetter, en leur permettant d'emprunter jusqu'à 110 % de la valeur de leur habitation.

La crise s'est développée à partir de cette euphorie spéculative, le système dépendant de deux conditions pour sa pérennité : d'une part, des taux d'intérêt relativement stables, et d'autre part d'une hausse régulière des prix de l'immobilier. Or la réserve fédérale des États-Unis (FED) a progressivement relevé son taux directeur de 1 % à 5,25 % entre 2004 et 2006, ce qui a fait grimper d'autant le taux de remboursement des hypothèques, alors que simultanément les prix de l'immobilier ont commencé à chuter dans plusieurs régions des États-Unis à partir de 2006. Le marché immobilier américain a perdu aux alentours de 20 % les 18 derniers mois précédant la crise. Lorsque les spéculateurs s'aperçurent que le secteur immobilier était saturé, les prix ont chuté d'un coup.

Les débiteurs se sont retrouvés confrontés à une hausse de leurs mensualités alors que la valeur de leurs biens diminuait. Les plus fragiles n'ont pas pu rembourser. La politique de gestion des risques consiste justement à supporter les difficultés de recouvrement des débiteurs. Mais, dans le cas d'un phénomène de défaut de paiement en masse, l'organisme créancier peut se retrouver en situation très difficile. Or, en 2007, le taux de non remboursement sur ces crédits s'est élevé aux alentours de 15 %.

Avec la baisse du marché immobilier américain, la valeur des habitations est devenue inférieure à la valeur du crédit qu'elles étaient censées garantir. Ainsi, les établissements de crédit, censés pouvoir récupérer leurs mises en vendant les habitations hypothéquées, se retrouverent sans moyen rapide de redresser leur bilan, puisque vendre ces biens ne suffisait plus à couvrir leurs pertes. L'afflux de biens saisis mis en vente sur le marché a même aggravé le déséquilibre du marché immobilier où les prix se sont effondrés.

Les conséquences de la crise

Les conséquences aux États-Unis sont déjà dramatiques pour les plus pauvres. « Selon le cabinet immobilier Realty Trac, au troisième trimestre 2007, 635 000 procédures de saisies immobilières étaient en cours aux États-Unis [...] soit le double par rapport à 2006. [...] Chaque trimestre de l'année à venir, 400 000 ménages américains verront le coût de leurs remboursements augmenter de 25 % à 30 % »⁵. Ce qui amène les analystes à conclure que « plus de 2 millions de propriétaires de maisons sont en danger de perdre



leur logement au cours des deux prochaines années »⁶.

Les organes régulateurs de l'économie, les grandes réserves de capitaux, nationaux comme la FED, BCE, BCJ (Banque centrale du Japon), ou internationaux, tels les accords de « Bales II », la BRI (Banque des règlements internationaux) ou le FMI (Fond monétaire international) sortent fragilisés de la crise de cet été. « La crise des crédits immobiliers [...] de l'été dernier en a donné une illustration. En dépit du renforcement de la politique prudentielle (la surveillance des risques pris par les banques), celles-ci ont pu s'engager durablement dans des opérations immobilières très rémunératrices, mais à hauts risques. Et les pertes réalisées à l'occasion de la crise, estimées à la mi-novembre par les experts de la Deutsche Bank à entre 300 et 400 milliards de dollars, ont occasionné une forte diminution du montant du capital qu'elles ont mis de côté dans le cadre des accords de Bâle »⁷. Force est de constater que les dispositifs mis en place à l'échelle transnationale n'ont pas permis ces dernières années de « mieux maîtriser les prises de risque des banques et [de] mieux protéger les économies lorsque ces risques se réalisent »⁸. « Les autorités monétaires s'inquiètent de plus en plus de leur incapacité à maîtriser les dérapages de la finance. Cette inquiétude est le reflet « de l'expansion, de la libéralisation et de la mondialisation consécutives des systèmes financiers – l'ensemble ayant accru la possibilité de conséquences néfastes plus grandes de l'instabilité financière sur les performances économiques », affirme l'économiste du Fonds monétaire international (FMI) Garry J. Schinas⁹.

Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie en 2001 et ancien directeur de la Banque Mondiale, souligne qu'à la suite des derniers éclatements des bulles spéculatives, il s'ensuit, dans le meilleur des cas, une crise de liquidités « tout le monde, veut vendre personne ne veut acheter » qui entraîne les banques à ne plus faire de crédits de peur de récolter des « créances douteuses ». Dans ce cas, les banques centrales jouent en dernier ressort un rôle essentiel de prêteur, en déversant de gigantesques sommes de devises, à très bas prix, en abaissant leurs taux directeurs afin d'enrayer le mécanisme et d'assurer le retour de la confiance. Mais précisément, la confiance n'est pas là. En effet, la FED a décidé de baisser à nouveau ses taux directeurs à 3% pour tenter de doper les investisseurs, mais cette décision n'a fait qu'enflammer le cours de l'Euro à 1,5374 dollar pour un euro. Les experts de la BCE ont prévu un taux d'inflation de 2.5% dans la zone euro pour 2008. Mais ces prévisions sont déjà revues à la hausse au vu des derniers résultats : « Le taux d'inflation dans les 30 pays de l'OCDE était de 3,4 % en février [...] annonce l'Organisation de la Coopération et du Développement Economiques [...] Les prix de l'énergie affichent une hausse de 13,9 % sur un an et ceux de l'alimentation de 4,6 %. [...] Eurostat, l'agence de statistique de l'Union Européenne, a annoncé lundi [31 mars] un taux d'inflation de 3,5 % pour la zone euro en mars. »¹⁰

Le système ne se remet pas de la crise de cet été. « Si une autre crise financière devait survenir dans les mois qui viennent, la solidité de nombreuses grandes banques internationales serait mise à mal. Sans oublier que d'autres établissements financiers (fonds spéculatifs, fonds d'investissements, compagnies d'assurances...) portent également de nombreux risques, qui sont bien moins encadrés que ceux des banques. »¹¹

Une affaire à suivre...

Bien évidemment, cet article ne peut constituer qu'une première analyse de la crise de cet été, mais ne peut remplacer un document plus important tendant à expliquer les mécanismes de l'économie capitaliste du XXIème. Nous ne pouvons envisager d'avance la mesure de ce qui est en train de se produire sur les marchés boursiers sans un travail plus approfondi. Ce que nous pouvons dire c'est que cette crise n'en est qu'à ses débuts, que toutes les banques ont investi massivement dans les subprimes partout dans le monde, et que les conséquences financières se feront sentir, avant tout, dans les ménages les plus fragilisés.

Benjamin Lormet

1 : Standard and Poor's (une des trois principales sociétés de notation financière américaine)

2 : selon le rapport de l'Office for National Statistics, l'INSEE britannique, publié le 7 février 2008.

3 : Ophélie Colas des Francs, Subprime : les banques européennes dans la tourmente, Economie main, 24 septembre 2007.

4 : Le Figaro Economie, 9 octobre 2007, page 18

5 : Marc Chevallier, La fin du capitalisme patrimonial des ménages ?, N°75 d'Alternatives Economiques

6 : Keisha Lamothe, Foreclosures: Moving on up, CNNMoney.com, 1er novembre 2007.

7 : Christian Chavagneux, L'impossible régulation internationale, Alternatives Economiques N°75.

8 : idem

9 : Christian Chavagneux, Histoire et bilan de la mondialisation financière, Alternatives Economiques N°75.

10 : Véronique Tison, L'inflation à 3,4% dans la zone OCDE en février, Reuters, mardi 1er avril.

11 : Christian Chavagneux, L'impossible régulation internationale, Alternatives Economiques N°75.

ADN Business\$: Attention Danger

Création du premier ADN bactérien synthétique

Jeudi 24 Janvier 2008, des scientifiques américains du J. Craig Venter Institute ont annoncé la création du premier ADN bactérien synthétique. Assemblé pièce par pièce par les chercheurs, ce génome de 381 gènes est de loin le plus grand synthétisé en laboratoire. J Craig Venter, fondateur de l'institut se félicite : « Nous sommes en train de passer de la lecture du code génétique à la capacité de l'écrire ». Il est pourtant prématuré de parler de vie artificielle. En effet, cet ADN n'est pas inédit, mais constitue une réplique parfaite des principaux gènes de la bactérie *Mycoplasma genitalium*. De plus, si l'ADN a été synthétisé avec succès, aucune garantie n'a été donnée quant à sa possibilité d'obtenir un organisme viable à partir de ce génome.

Cette expérience s'inscrit dans le projet de J. Craig Venter de créer un « être vivant minimum », doté seulement des gènes essentiels à sa survie. En lui ajoutant des gènes connus, il pourrait permettre de synthétiser toutes sortes d'organismes, comme par exemple des biocarburants,...

Cette idée effraie.

Pat Mooney de ETC Group, une organisation canadienne de bioéthique, déclarait au sujet de ces recherches, dans le Guardian en juin 2007 : « [cet organisme] pourrait représenter une contribution pour le bien de l'humanité, par exemple la découverte de nouveaux traitements, ou, au contraire, elle pourrait se révéler une menace telle que des armes biologiques ».

Breveter la vie ?

Finalement, cette avancée a relancé le débat sur la question de la « brevetabilité du vivant ». Déjà en 2006, J. Craig Venter déposait une demande de brevet « pour un jeu de gènes essentiels et un organisme de synthèse autonome, qui peut croître et se reproduire à l'identique » ce qui lui accorderait un monopole sur toute forme de vie artificielle qui serait un jour créée.

A l'heure actuelle, dans l'Union Européenne, la loi stipule que « Le corps humain, aux différents stades de sa constitution et de son développement, ainsi que la simple découverte d'un de ses éléments, y compris la séquence partielle d'un gène, ne peuvent constituer des inventions brevetables ». Mais ce n'est pas le cas aux Etats-Unis, où cette pratique d'essayer de faire du profit sur la moindre découverte est courante, et se fait sans prise en compte des réalités humanitaires. Par exemple en 2003, en pleine épidémie de pneumonie atypique (SARS en anglais, pour Severe acute respiratory syndrome), un institut canadien a réussi à séquencer le virus responsable et a aussitôt déposé un brevet, ce qui lui permettait de toucher des bénéfices sur les tests de dépistage, ou sur le remède dans le cas où celui-ci viendrait à être découvert. Pourtant, le fait de rendre publiques ces recherches permettait d'éviter de se retrouver dans une situation analogue à celle du SIDA, où le laboratoire américain détenteur du brevet empêche de produire des trithérapies à bas prix.

Actuellement, le débat se divise entre des organismes bioéthiques, comme ETC Group au Canada, qui s'opposent à ce brevetage du vivant, et des laboratoires privés qui au contraire veulent la généraliser au nom de la libre concurrence.

Morgane Bonadé



La France légalise les OGM

Actuellement, à l'Assemblée Nationale, une loi est débattue afin de permettre la plantation et la commercialisation des OGM. Cette loi marque une défaite pour le mouvement des Faucheurs Volontaires. L'opposition a donné son aval à cette politique, même si certains députés tentent d'atténuer l'offensive.

Sur le projet de loi relative aux organismes génétiquement modifiés, deux amendements importants ont été adoptés début avril.

Le premier, présenté par André Chassaigne du PCF, précise que « l'utilisation des OGM ne peut se faire qu'en respectant non seulement l'environnement et la santé publique mais aussi les structures agricoles, les écosystèmes régionaux et les filières commerciales qualifiées « sans organisme génétiquement modifié » ». Cet ajout peut être considéré comme une victoire pour les produits d'appellations d'origine contrôlée (AOC) puisqu'il permet la création de zones sans contamination par les OGM et donc par extension sans OGM. Mais on voit mal comment cette loi va pouvoir empêcher les spores OGM d'être disséminés par les vents et les insectes.

Le second amendement du député UMP Francois Grosdidier a été adopté à l'unanimité. Il garantit la liberté de produire avec ou sans OGM "sans que cela nuise à l'intégrité de l'environnement et à la spécificité des cultures traditionnelles et de qualité", ce qui entérine le droit de produire des OGM (merci l'opposition !). Pourtant, la gauche, toujours satisfaite d'elle-même, se félicite du vote de ces deux amendements. Les discussions continueront à l'Assemblée Nationale jusqu'à mardi 8 avril 2008.

Morgane Bonadé

Pollution de la Loire Le savoir faire de TOTAL...

Le 17 mars dernier, Total nous a gratifié d'un exploit dont seule cette entreprise a le secret. Après avoir réalisé un chiffre d'affaire de 13 milliards d'euros sur l'année 2007; et un procès Erika qui c'est fini en queue-de-poisson, il fallait fêter ça. Quatre cents tonnes de fiouls lourds se sont écoulées dans la Loire. La raison officielle est une « corrosion exceptionnelle ». En gros, la structure a rouillé... Dans une raffinerie contrôlée directement par Total, on peut se demander si le travail de maintenance a été effectué de façon efficace. Mais cette catastrophe répond à la question : la société pratique un sous-investissement chronique dans la sécurité et la maintenance, afin de dégager des profits sans précédent.

Face à cette catastrophe, Total n'a répondu que par « [des] excuses sincères auprès des riverains et des collectivités touchées par ce déversement accidentel ». L'hospital qui se fout de la charité...

En ce moment, plus de 500 personnes sont mobilisées afin de limiter les dégâts sur l'écosystème local. Neuf cents personnes seront recrutées par l'A.N.P.E. pour continuer le travail de dépollution. Cette marée noire touche maintenant tout le littoral atlantique (jusqu'à l'île de Ré). Et Total ne trouve rien d'autre à faire que de s'excuser. Il est temps que cette entreprise paye enfin, pour sa participation à la destruction de la planète.

Otman Fekar



Equipe de volontaires dépolluant la Loire.
Après le démantèlement de la marée noire de l'Erika, de nombreux bénévoles ont développé des cancers.

Rachida Dati réforme la justice

Vers toujours plus de répressif

Il n'a pas fallu attendre l'élection de Sarkozy pour voir fleurir en France des lois toujours plus liberticides. En effet, depuis une vingtaine d'années, les gouvernements qui se succèdent mènent des politiques de tolérance zéro.

Déjà en 1999, le sociologue belge, Loïc Waquant, proche de Bourdieu, spécialiste du système carcéro-industriel américain, observait dans son ouvrage « Les prisons de la misère » que lorsque l'Etat souscrit aux politiques néo-libérales, il ne joue plus un rôle de régulateur social, mais un rôle d'encadrement répressif de la misère. A travers cette critique, il ne dénonçait bien sûr pas que les Etats-Unis, mais tout un système qui tend aujourd'hui à se mondialiser.

Dans un entretien à la revue RdeRéel de mai-juin 2000, Loïc Waquant décrit ce glissement en Europe : « la transition de l'Etat-providence à l'Etat-pénitence est éminemment productrice : productrice de nouvelles catégories, telles celles de «quartiers sensibles» ou de «violences urbaines» ; productrice de nouveaux discours, tel celui que serine le gouvernement de la gauche plurielle en France sur la «sécurité» entendue au sens étroit de sécurité physique des biens et des personnes, dérisoirement coupée de son socle social et économique; productrice enfin de nouvelles institutions et de nouveaux agents, comme les entreprises de «conseil en sécurité» et les «adjoints de sécurité» (16 000 emplois-jeunes recrutés pour aider à mieux «fliquer» les zones périurbaines minées par le chômage et l'emploi flexible), ou encore de dispositifs juridiques (comparution immédiate, composition pénale) qui, sous prétexte d'efficacité bureaucratique, instaurent une justice différentielle selon l'origine ethnique et de classe. »

Aujourd'hui, Nicolas Sarkozy et Rachida Dati ont franchi une étape supplémentaire dans le principe du tout répressif, à travers quatre mesures : une loi contre la récidive, des décrets pour la réforme de la carte judiciaire et la fermeture de tribunaux, une loi sur la rétention de sûreté, et enfin un projet de loi sur la dépenalisation du droit des affaires.

La loi sur la récidive des majeurs et des mineurs

Le 10 août 2007, Rachida Dati a fait valider une loi visant à la « lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs ». ¹ Elle comprend l'instauration de peines dites « planchers » (peines minimales obligatoires en cas de récidive), la non-atténuation des peines en cas de récidive des mineurs de plus de 16 ans, et l'injonction de soins pour les personnes condamnées à un suivi socio-judiciaire après expertise.

Des peines minimales obligatoires en cas de récidive

L'instauration de peines-planchers a pour but de punir plus sévèrement les récidivistes : « le délinquant en état de récidive légale encourt [...] le doublement des peines maximales inscrites dans le code pénal. »²

Ainsi, le principe d'individualisation de la peine, cher aux juges, est abandonné : ceux-ci seront désormais obligés de prononcer une sanction édictée par la loi. Cela s'inscrit dans un système mécanique qui ne tient compte ni de l'individu, ni de la typologie exacte de l'infraction. Pour un accusé, qui récidive, et dont le délit devrait par exemple être puni de trois ans de rétention ou de détention, il sera interdit de prononcer une peine inférieure à un an d'emprisonnement (article 2 de la loi), et ainsi de suite, pour les délits punis de cinq ans (obligation d'au moins deux ans d'emprisonnement), sept ans (trois ans minimum de rétention)...

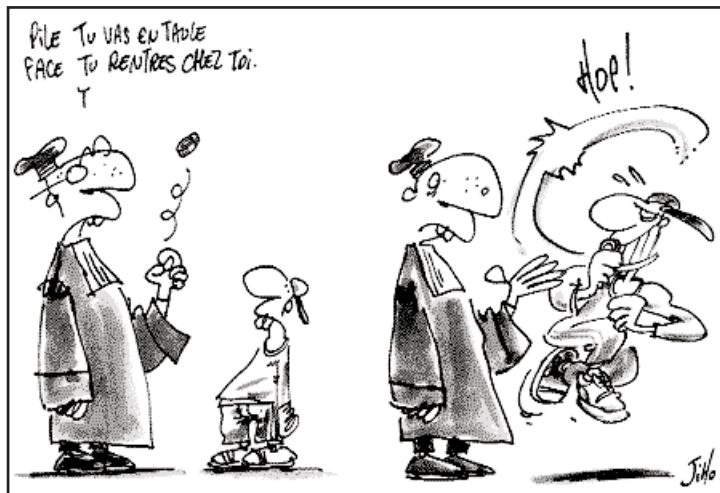
Robert Badinter, sénateur socialiste et ancien avocat, a vivement critiqué le projet de loi : « Le gouvernement leur fait injonction [aux juges, NdA] de punir selon les normes que lui estime convenables », et l'a considéré comme dangereux parce que relevant de la « politique du pompier pyromane », contribuant à encombrer un peu plus les prisons, principal foyer de la récidive : « où les professionnels du crime côtoient les primo-délinquants dans la même cellule. »³

« Des peines minimales applicables tant aux majeurs qu'aux mineurs. »⁴

Désormais, en ce qui concerne la récidive, les mineurs de plus de 16 ans seront traités comme les majeurs : « si le mineur est âgé de plus de seize ans, le tribunal pour enfants ou la cour d'assises des mineurs peut décider qu'il n'y a pas lieu de le faire bénéficier de l'atténuation de la peine prévue » (article 5 de la loi). Les mineurs récidivistes seront traités comme des majeurs. Les libéraux privilégient l'incarcération à l'éducation et à l'insertion, en aggravant la situation par « l'école de la récidive ». Pour eux, il est préférable de payer des matons plutôt que des éducateurs ou des profs...

Soit l'asile, soit la prison

Les personnes considérées comme inaptes auparavant à répondre de leurs actes seront désormais jugées, le juge leur laissant la possibilité soit d'être soignées, soit de purger leur peine. « En cas d'injonction de soins, le président avertit le condamné qu'aucun traitement ne pourra être entrepris sans son consentement, mais que, s'il refuse les soins qui lui seront proposés, l'emprisonnement prononcé pourra être mis à exécution. » (article 8). Si vous n'avez pas vu Vol au-dessus d'un nid de coucou avec Jack Nickolson, c'est le moment!



La réforme de la carte judiciaire

Le 17 février 2008, deux décrets ont été publiés au Journal Officiel, prononçant la fermeture au 1er janvier 2011 de 178 tribunaux d'instance et de 23 tribunaux de grande instance⁵. En tout, ce sont plus de 200 tribunaux qui seront supprimés! La réforme comprend également celle de la carte des tribunaux prud'homaux : 63 conseils de prud'hommes seraient supprimés d'ici avril 2008 sur les 271 existants.

La diminution des tribunaux va instaurer une justice d'abattage. Le temps d'un procès courant est aujourd'hui d'un quart d'heure en moyenne. Bien insuffisant pour permettre à la justice d'avoir une action censée. La surcharge judiciaire due à la disparition de tribunaux va encore diminuer la durée des procès et systématiser la distribution automatique de peines. L'éloignement des tribunaux des lieux où sont commis les délits va augmenter cette tendance, en empêchant le juge de connaître la réalité locale des faits et sociale du prévenu.

Les prud'hommes amenés à disparaître sont ceux qui ont à traiter moins de 300 affaires par an, c'est-à-dire 63 conseils et leurs 18900 dossiers, qui devront être répartis dans les 210 conseils restants. Cela fait donc un peu plus de 90 affaires par an en plus. Gilles Soetemondt, président du Conseil de prud'hommes de Paris, déclarait le 19 novembre 2007 : « pour certains conseils l'attente est déjà longue, ces fermetures vont l'alourdir. Cela aura pour conséquence une réduction inévitable de l'accessibilité à la justice. Quand une personne va aux prud'hommes, [...] elle y va car elle est en difficulté et dans le besoin. Alors si demain elle doit en plus faire plus de 50 kilomètres pour présenter son dossier, ça risque d'être beaucoup plus compliqué pour elle. Même chose pour les conseillers : nous étions dans une politique de réduction des coûts, là si on demande aux conseillers de se déplacer, cela va engendrer des frais supplémentaires et nous sortons alors de la logique d'économie ».⁶

La loi sur la rétention de sûreté

Elle a été publiée au Journal Officiel du 26 février 2008.⁷ Elle prévoit que les personnes ayant déjà purgé une peine pour crime, si elles « présentent une particulière dangerosité caractérisée par une probabilité très élevée de récidive parce qu'elles souffrent d'un trouble grave de la personnalité, peuvent faire l'objet à l'issue de cette peine d'une rétention de sûreté ».

Nicolas Sarkozy a lourdement insisté pour que cette loi soit mise en place. Pour lui, comme pour Bush et le Pape, le mal est inné. Et les criminels sont génétiquement programmés. Il ne s'agit pas de juger des actes, mais des hommes, au vu de la morale judéo-chrétienne, bien loin du droit. Même les libéraux s'offusquent, Elisabeth Guigou, socialiste, Garde des Sceaux de 1997 à 2000 déclarait dans un questions-réponses sur internet : « Vous avez une loi, là, qui va permettre que l'on enferme, peut-être à vie, en prison, des gens qui n'auront commis aucun acte. Qui auront déjà purgé leur peine pour les actes qu'ils auront commis, et on les enfermera pour ce qu'ils sont, pour ce qu'ils sont éventuellement susceptibles de faire. C'est-à-dire qu'on passe de la philosophie des Lumières, qui est celle qui est appliquée en France depuis 200 ans - selon laquelle un homme ne peut être enfermé en prison que s'il a été jugé coupable par un tribunal pour un acte commis -, on passe de cette conception de l'homme jugé coupable à l'homme supposé dangereux, pour un éventuel crime que peut-être, un jour, il commettra. »

Dépenalisation du droit des affaires : le pompom !

Le 20 février, Jean-Marie Coulon a remis à la ministre de la Justice un rapport pour « réinsuffler l'esprit d'entreprendre en proposant d'autres modes de régulation et de sanctions » : c'est-à-dire réduire les sanctions, voire les abolir. Une quarantaine d'infractions obsolètes ou redondantes seront remplacées. « Par exemple, lorsqu'un dirigeant de SARL ou de SA ne réunit pas une assemblée générale, il encourt 6 mois d'emprisonnement et 9 000 euros d'amende. Afin de redonner confiance aux acteurs de la vie économique, le rapport propose, dans ce cas, de réduire le risque à une « injonction de faire » sous astreinte. »⁸ Le rapport préconise aussi de réformer la prescription en la faisant démarrer non plus lors de la découverte des faits, mais au moment de leur action, grâce à cette loi, Chirac ne serait pas jugé pour les HLM de Paris.

Ce rapport immonde⁹ détaille sur 133 pages des mesures toujours plus inégalitaires pour protéger les patrons, sans cacher ses intentions. Pour en conclusion affirmer : « dépenaliser, [...] pour que le droit soit plus sûr pour les acteurs économiques. ».

1 : Cette loi a été publiée au Journal Officiel n°185 du 11 août 2007

2 : Dossier d'information du Sénat, <http://www.senat.fr/dossierleg/pj106-333.html>

3 : Libération, Rachida Dati récidive une première fois, Renaud LECADRE, 6 juillet 2007

4 : Site du ministère de la Justice, <http://www.justice.gouv.fr/index.php?rubrique=10030&article=12836>

5 : Décret n° 2008-145 du 15 février 2008 modifiant le siège et le ressort des tribunaux d'instance, des juridictions de proximité et des tribunaux de grande instance

6 : Libération, « Une réduction inévitable de l'accessibilité à la justice » Stéphanie Platat, 19 novembre 2007

7 : LOI n° 2008-174 du 25 février 2008 relative à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental

8 : Réformer le droit des affaires pour libérer la croissance, site du premier ministre, <http://www.premier-ministre.gouv.fr>

9 : Disponible sur le site de la documentation française : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000090/index.shtml>



DÉMONTRE LE MUSÉE DU LOUVRE ET L'ENVOYER EN KIT À ABU DHABI?

Toujours plus de mécénat, désengagement financier de l'Etat, prêts d'oeuvres à l'étranger utilisés comme instruments diplomatiques...Le patrimoine des musées français se porte mal et s'exporte bien. Le Louvre est devenu une enseigne de supermarché de luxe à Abu Dhabi, Nicolas Sarkozy espère bientôt voir « la possibilité pour les opérateurs publics d'aliéner des Oeuvres de leurs collections » (lettre de mission envoyée à Christine Albanel le 1er août par N.Sarkozy, publiée par le Canard Enchaîné) et les crédits destinés aux musées s'amenuisent tandis que les rumeurs de suppression du Ministère de la Culture continuent de courir.

Le projet de créer à Abu Dhabi (Emirats Arabes Unis) une succursale du Louvre est mis sur la table fin 2005 : Renaud Donnedieu de Vabres est alors ministre de la Culture. L'ambition est d'exporter le Louvre, sa « marque », ses « produits », un peu comme du Coca ou des Nikes. Il faut rivaliser avec des concurrents, d'autres musées, qui eux aussi répondent aux appels d'offres, dans la logique de rentabilité de leur établissement (le musée Guggenheim de New York s'est exporté à Londres, Las Vegas; l'Ermitage de St Petersburg à Bilbao, Berlin...). Juteux marché que celui de l'art.

D'autres rivaux auraient certainement voulu s'implanter sur la riche Saadiyat Island, face à Abu Dhabi. Sur cette île, le Louvre, qui devrait voir le jour en 2012 ou 2013, n'est pas la seule construction prestigieuse prévue: des golfs, piscines, résidences de luxe, sont destinés à recevoir ceux qui peuvent se le permettre... le Louvre à Abu Dhabi, c'est un grand partage de culture avec tous ses habitants. Du moins ceux qui en ont les moyens, ce qui exclue bien sûr les ouvriers immigrés appelés à l'édification du complexe.

Le contrat, signé le 6 mars 2007 à Abu Dhabi par M. Donnedieu de Vabres, valable trente ans et six mois, accorde au Louvre la jolie somme de 400 millions d'euros, et 265 millions d'euros aux musées participants aux prêts et aux expositions. Histoire de dédouaner un peu plus l'Etat, qui se désintéresse de plus en plus de la culture, et laisse cette question aux mains des investisseurs privés, comme Total (restauration de la Galerie d'Apollon au Louvre), Vinci (restauration de la Galerie des Glaces à Versailles), Vivendi ou BNP-Paribas (acquisitions d'oeuvres pour le Louvre). Bientôt la question de la démocratisation de la culture ne sera plus qu'un vieux souvenir dans la mémoire des rêveurs.

Cécile Tavan



Le site du futur Musée du Louvre, à Abu Dabi

Archéologues et salariés de l'INRAP : En lutte pour défendre le service public de la Culture

Le 5 février 2008, des archéologues de l'INRAP se sont réunis à Paris afin de manifester contre la destruction programmée du service public en archéologie.

Pour comprendre toute la portée du sujet nous avons voulu laisser la parole à Boris Kerampran (SUD Culture).



INTERVIEW

Peux-tu nous dire quelles étaient exactement les revendications des archéologues à cette occasion et contre quelles mesures ils se sont opposés ?

La manifestation du 5 février a été organisée pour protester contre un projet de filiale privée rattachée à l'Inrap pour effectuer les fouilles du canal Seine-Nord-Europe.

Cette politique de destruction programmée du service public en archéologie succède à d'autres mesures, comme par exemple les attaques contre le statut du personnel par la direction de l'Inrap ainsi que par le Ministère de la culture contre lesquels une manifestation a eu lieu le 20 novembre dernier.

Quelles sont ces offensives de la part des directions ou du gouvernement et comment vous organisez-vous face à elles ? Concrètement, à quoi pourraient aboutir ces mesures gouvernementales ?

Depuis 2003, l'Inrap fait face à des attaques régulières comme la remise en cause de son financement, la mise en concurrence des fouilles, la limitation de son plafond d'emploi, et maintenant le projet de filiale privée. A chaque attaque contre l'archéologie de fortes mobilisations des personnels ont permis, sinon l'abandon des projets, du moins de limiter la casse.

La crainte actuelle, dans un contexte de Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP), c'est que la filiale privée soit étendue à toute la France. A terme, ce serait la fin de la chaîne opératoire en archéologie (qui va du diagnostic à la publication en passant par la fouille). Cela pourrait se traduire par un établissement public qui ferait les diagnostics et les fouilles dont personne ne veut, et des entreprises privées qui obtiendraient les fouilles intéressantes. Ce serait catastrophique tant au niveau scientifique (les entreprises privées étant là pour faire des bénéfices, parions qu'ils n'investiront pas dans la recherche et la publication) qu'au niveau social (il existe très peu de CDI dans les entreprises privées, et ce serait la porte ouverte à une précarité galopante).

D'un point de vue plus global au niveau culturel, peux-tu nous dire en riposte à quoi s'est organisée la journée de mobilisation nationale contre le désengagement de l'Etat dans la culture du 29 février 2008 qui s'est déroulée place du Palais Royal ? Plus généralement, quel est l'impact des politiques néolibérales sur les politiques culturelles ?

Le 29 a été une étape pour défendre la culture face à la RGPP. Une autre manifestation a eu lieu le 20 mars à Paris et a réuni plus de 1500 personnes. La RGPP a pour but de démolir tous les services publics sous prétexte de réorganisation, avec, notamment, des mobilités de personnels entre les 3 fonctions publiques (d'Etat, territoriale et hospitalière). Nous tentons, en ce moment, de construire une mobilisation pour défendre les services publics.

Pour la politique culturelle, c'est le désengagement de l'Etat qui prime, et tous les moyens sont bons pour trouver des financements annexes : location du Louvre pour un salon de l'armement tous les ans, financement des fouilles archéologiques par les aménageurs, créations d'EPIC, exportation du Louvre à Abu Dabi, etc. D'autres projets sont en cours. Le but est simple : la culture, à l'instar de la santé, doit devenir une marchandise, conformément à l'AGCS (Accord Général sur le Commerce des Services) signé entre les Etats et l'OMC.

Propos recueillis par la rédaction



Rencontre avec la Brigada Flores Magon

A l'occasion de la sortie du nouvel album de la Brigada Flores Magon, la rédaction de *Anticapitaliste*, a rencontré Tristan, le guitariste du groupe, pour qu'il nous parle de leur actualité musicale et de leur engagement politique.

Votre dernier album se nomme *Tout pour Tous*. Qu'avez-vous cherché à exprimer à travers celui-ci ?

Tout pour tous est le slogan des zapatistes, qui reflète notre philosophie politique. C'est notre 3e album et cela faisait longtemps que l'on n'en avait pas sorti. Nous sommes heureux du résultat. Il y a, avec l'album, un DVD qui présente le groupe à travers les gens que l'on a pu croiser sur la route ainsi que son histoire. Il est vrai que notre groupe est bien plus connu pour son aspect politique que musical et l'album permet de revenir dessus.

Comment as-tu rejoins la Brigada Florès Magon ?

Je suis arrivé en 2003 et j'ai directement participé à l'enregistrement du 2e album. J'avais alors 22 ans et cela faisant plusieurs années que je suivais la BFM. Je jouais alors dans le groupe Brixton Cats quant un des guitaristes de la BFM est partie. On m'a aussitôt proposé de le remplacer.

Comment perçois-tu l'évolution du groupe ?

Nous sommes autoproduits et cela pose une limite à notre développement dans l'industrie musicale actuelle. Si tu veux toucher plus de gens, tu dois jouer le jeu du système afin d'acheter des tranches de publicité aux stations de radios. Or nous avons toujours refusé cela. Avec *Tout pour Tous* dans son ensemble, nous avons créé un bel objet qui n'a rien à envier aux gros labels qui ne sont pas très indépendants. Nous sommes fiers de notre parcours et de ce que nous avons fait. Nous sommes distribués par PIAS ce qui nous permet d'être présents dans des grands magasins comme la FNAC. Ces CD ne seraient pas vendus ailleurs et touchent un public plus large. Mais la majorité de nos ventes ont lieu en direct lors des concerts.

La situation a-t-elle changé depuis l'élection de Sarkozy ?

Le changement est que nous avons à faire une droite décomplexée qui reprend l'essentiel des thèses du FN. Son programme économique ultra-libéral vise à casser les quelques acquis sociaux qui restent. Il semble que Sarkozy ait réussi via un discours populiste à faire croire que les thèses libérales vont aider les petites gens. Sarkozy domine les médias avec ses réseaux d'amitiés patronales. Il s'agit évidemment d'une continuation des politiques précédentes que se soit de Chirac ou du gouvernement Jospin qui a énormément privatisé.

Pour autant je ne suis pas désespéré, j'ai bon espoir que les pôles de résistance s'organisent. Le pouvoir va très certainement connaître un retour de bâton et le plus tôt sera le mieux.

Pourquoi la grève des cheminots et celle des étudiants, à laquelle tu as d'ailleurs participé, n'ont-elles pas vaincu ?

Cela est dû au jeu des grandes centrales syndicales qui ont attendu que Sarkozy leur offre une porte de sortie. De plus nous avons eu le droit à un énorme battage médiatique. Les étudiants ont été décrits comme des gauchistes feignants. Il y a eu d'énormes mensonges sur les régimes spéciaux alors que les cheminots côtisent 16% de plus que les autres secteurs. Cette attaque envers les cheminots a pour but de mettre au pas une population combative qui peut bloquer tout un pan de l'économie.

Que faire aujourd'hui ?

Je n'ai pas la solution, mais il va falloir se sortir la tête de l'eau. Nous avons besoin d'un mouvement social qui face comprendre à Sarkozy et même au PS que nous n'allons pas éternellement bosser pour des miettes. La situation va s'empirer si l'on ne réagit pas. J'attends cette réaction d'orgueil de la classe ouvrière.

En tout cas on observe de plus en plus de grèves dans le privé, pour le pouvoir d'achat, les salaires et contre le harcèlement patronal. Cela alors que l'on observe une flambée des prix et qu'au même moment les patrons du CAC40 ont monté les profits de 40%. Le SMIC court péniblement derrière tout cela. Je pense que ça va péter. Mais quelle alternative au capitalisme ? Les méandres du capitalisme d'Etat (ex-URSS) pèsent négativement. Il y a les organisations comme la CNT, les organisations libertaires et marxistes qui se posent bien en alternative. Mais nous avons un problème de crédibilité tant que nous paraissions utopiques. Il faut des gens pour dépoussiérer ces idées et leur donner un nouveau souffle.

La Brigada Florès Magon est partie prenante de la lutte antifasciste, quelle en est l'actualité ?

Depuis la naissance de la BFM la situation a bien évolué. A l'époque l'extrême droite (FN) était bien plus haute dans les sondages. La complexité de la chose est qu'aujourd'hui nous avons à faire à un type au pouvoir qui reprend les idées de Le Pen avec un alibi républicain. Dans la scène punk-rock nous avons souvent eu à faire à des tentatives d'infiltration de l'extrême droite. Nous avons déjà sorti manu-militari des skins fachos lors de concerts. Nous avons beaucoup soutenu les FTP qui ont fait exploser plusieurs locaux du FN dans les années 90 dans Marseille et sa région. Nous avons fait des concerts de soutien à Yves Peyrat, un de leurs membres incarcéré durant 6 ans, afin de payer ses amendes et sa survie derrière les barreaux. En général nous faisons beaucoup de concerts de soutien pour les personnes victimes de la répression des mouvements sociaux et de la lutte antifasciste.

Propos recueillis par Laurent Bauer

Brigada Flores Magon

TOUT POUR TOUTS



Un nouvel opus qui vous prend aux tripes et fait vibrer votre colère.

Un CD de militants qui luttent contre les fachos, les patrons, la répression et pour changer le monde.

L'imposture démocrate

La candidature aux élections présidentielles américaines du Sénateur noir Barack Obama a suscité un véritable enthousiasme de la part des électeurs de base du parti démocrate – les noirs, hispaniques, et blancs pauvres qui sont les laissés pour compte du système politique américain. Le message d'Obama – un vrai changement politique est possible – attire des milliers de personnes qui ont vu leur niveau de vie baisser continuellement depuis 25 ans, leurs aspirations politiques ignorées par le parti républicain au pouvoir, mais aussi par l'élite du parti démocrate qui a partagé le pouvoir avec les Républicains depuis les années 60. Obama se présente lui-même comme le continuateur de Martin Luther King, mais aussi de John F. Kennedy. Il donne l'espoir d'un renouveau politique, avec une vraie représentation des intérêts politiques de ceux qui le soutiennent, les classes populaires.



L'équipe Clinton fait tout pour empêcher la victoire d'Obama. Mais le racisme implicite de leur campagne ne doit pas obscurcir le fait qu'Obama n'est pas une alternative capable de mettre fin à la guerre, de combattre le racisme qui gangrène la société américaine, ni d'effectuer une redistribution des richesses au sein de celle-ci. La rhétorique vague d'Obama ne menace en rien les patrons. Il promet tout au plus d'assurer que les travailleurs puissent bénéficier des richesses générées par la nation.

Si Obama, comme Hillary Clinton, « s'oppose » à la guerre en Irak, c'est qu'il croit que les USA ne peuvent pas gagner la guerre telle qu'elle est menée actuellement. Le programme des Démocrates n'est pas de terminer cette guerre, mais d'engager d'autres troupes, celles des Nations Unies par exemple, pour remplacer le 4000 soldats américains tués en Irak depuis 2003. Elu au Sénat en 2004, Obama a soutenu les demandes de Bush en 2005 et 2006 pour un financement « sans limite » de la guerre. Il a également soutenu la confirmation de Condoleezza Rice comme Secrétaire d'Etat, bien qu'elle soit l'une des principales architectes de la guerre. Obama veut maintenir une présence militaire en Irak, et propose de redéployer certaines forces vers l'Afghanistan. On est loin des revendications des Américains mobilisés contre la guerre.

Obama et Hilary Clinton, sont adeptes d'une rhétorique de « gauche », mais pratiquent une realpolitik digne des Républicains. C'est ainsi que Bill Clinton a démantelé la Sécurité Sociale américaine avec le soutien des plus gros syndicats alors qu'il se disait le Président de la classe ouvrière et des noirs.

Si Clinton s'est auto-proclamée la championne des cols-bleus, son CV dit le contraire : membre du conseil de direction du groupe Wal-Mart (N°1 mondial des grands magasins) entre 1986 et 1992, Hillary s'est faite remarquée par ses position anti-syndicalistes. Un ancien membre du conseil a affirmé qu'il n'a jamais vu Clinton prendre la parole pour soutenir les intérêts des travailleurs.

Les démocrates revendiquent une base ouvrière, mais le parti démocrate a toujours été le parti des capitalistes, comme son rival républicain. Sur les 583 millions de dollars recueillis pour la campagne présidentielle, 116 millions sont allés à Hillary Clinton, et 102 millions à Barack Obama, beaucoup plus que le candidat Républicain John McCain, qui n'a récolté « que » 41 millions de dollars. Au mois de janvier, 56% des contributions financières pour la campagne Clinton venaient des entreprises et des grands patrons, contre 11% de la part des syndicats.

Entre 2000 et 2008, les « dons » des entreprises ont représenté 75% des financements reçus par des candidats politiques. Le monde du travail, à travers les syndicats, a contribué à hauteur de 3% à 7% des dons. Un candidat souhaitant gagner une place au Sénat, comme l'a fait Obama qui a du récolter 5,2 millions de dollars en 1998, devait en avoir 9,6 millions en 2006.

Une fois au pouvoir, les Démocrates ont toujours poursuivi une politique au service de ceux qui ont financé leurs campagnes, les riches. Toutes les promesses faites aux travailleurs et les pauvres ont été vite abandonnées, alors que les intérêts des capitalistes américains étaient défendus avec autant d'agressivité que sous les Républicains. C'est Kennedy qui a été à l'origine de la guerre de Viêt-Nam, après avoir tenté d'envahir Cuba et de faire assassiner Castro. La guerre du Viet-Nam a été continuée par le Président démocrate Johnson, pourtant élu sur ses promesses de ramener les troupes et d'en finir avec ce désastre.

Pour qu'une nouvelle gauche voie le jour aux Etats-Unis aujourd'hui, il faut une rupture totale avec les fausses promesses du parti démocrate, même si ces promesses sont portées par un candidat aussi populaire que Barack Obama.

Catherine Curran

L'avis des militants américains sur Obama

Mumia Abu-Jamal (ancien Black Panther)



Je n'ai rien entendu dans ses discours qui touche à la vie des noirs dans ce pays. Si c'est juste pour avoir un Clinton avec un visage noir, pourquoi ne pas juste avoir Clinton ?

Obama n'a pas soutenu la guerre, mais il n'était qu'au Sénat de l'Illinois – il n'avait pas d'influence. [Obama n'a été élu au Sénat des Etats-Unis qu'en Novembre 2004 ; la guerre a commencé en mars 2003]. Il aurait probablement soutenu [la guerre] s'il avait été au Sénat.

Angela Davis (activiste et universitaire)

Il est en train d'être dépeint comme la personification du « color-buisness ». C'est l'idée que nous aurions dépassé le racisme en ne prenant plus en compte la question de la couleur. C'est ce qui rend concevable qu'il soit candidat à la Présidence. Il est devenu le symbole de la diversité en cette période, et ce qui est intéressant dans sa campagne est qu'il n'a pas cherché à invoquer un engagement en rapport à la question de race autre que ceux qui existaient déjà.

Cette administration de "Républicains" est la plus diverse de l'histoire. Mais si le fait d'inclure les noirs dans la machine oppressive a pour but de la faire fonctionner plus efficacement ce n'est aucunement un progrès. Il y a plus de gens noirs dans des postes plus visibles et plus puissants. Mais il y a bien plus de noirs qui ont été poussés tout en bas de l'échelle. Quand les gens appellent à plus de diversité en l'associant à la justice et à l'égalité, là ça va. Mais il y a un modèle de diversité, comme une différence qui ne fait pas la différence, le changement qui ne change rien.





Des dizaines de milliers de travailleurs défient la dictature

Les travailleurs de l'usine textile de Ghazl El-Mahalla ont organisé une manifestation de masse dimanche 17 février appelant à la fin du régime sous perfusion américaine d'Hosni Moubarak. Cette usine textile est la plus importante du Moyen-Orient. Sa main d'œuvre de 27000 ouvriers a joué un rôle déterminant en obligeant le régime à des concessions économiques.

Les travailleurs sont sortis de leur usine en chantant « A bas, a bas Hosni Moubarak ! Ton régime est pourri ! ». La protestation à l'intérieur de l'usine a débuté en revendiquant une augmentation nationale du salaire minimum. La manifestation fut appelée la veille de la tenue du Conseil National pour les Salaires (organe gouvernemental chargé de fixer le taux du salaire minimum). Celui-ci s'est réuni pour la première fois depuis le milieu des années 80. En Egypte le salaire minimum a été porté à 4,43 € par mois depuis 1984 alors que l'inflation n'a cessé de flamber. Les travailleurs revendiquent que le gouvernement augmente le salaire minimum à 166 € par mois.

La protestation a été secrètement organisée par des militants de la gauche radicale dans l'usine. Les patrons ont fait appel à la police anti-émeute. A ce stade les travailleurs ont pris d'assaut les issues et ont chassé la police. Ils ont ensuite défilé dans les rues en brandissant des miches de pains et en scandant « Nous sommes malades de manger des haricots lorsque les riches mangent du poulet et des pigeons ». D'autres ont chanté contre le fils et héritier de Moubarak « Gamal Moubarak, dis à ton père qu'on le déteste ! »

Kamal al-Fayouni, un organisateur et militant du syndicat clandestin des ouvriers du textile a déclaré devant la foule : « Nous voulons la justice sociale pour tous les travailleurs en Egypte. Nous voulons que toutes les ressources soient équitablement partagées entre les



Manifestation des travailleuses de l'usine textile de Ghazl El-Mahalla, le dimanche 17 février



Manifestation des travailleurs de l'usine textile de Ghazl El-Mahalla, le dimanche 17 février

ouvriers et les paysans et n'ailent pas dans les poches de ce gouvernement d'hommes d'affaires. »

Le régime d'Hosni Moubarak est un allié clé des Etats-Unis dans la région. En janvier dernier des centaines de milliers de Palestiniens de la Bande de Gaza ont afflué en Egypte après avoir détruit la clôture de la frontière érigée par Israël. Moubarak avait alors scellé la frontière afin de soutenir le siège américano-israélien sur le territoire palestinien afin d'anéantir le Hamas, le mouvement de résistance qui a remporté les élections de 2006.

Des membres des forces de sécurité égyptiennes ont publiquement exprimé des remords après avoir blessé des Palestiniens et des combattants de la résistance. Les images de la police anti-émeute égyptienne battant les Palestiniens avaient été diffusées à travers le pays, alimentant des manifestations de colère au Caire. Moubarak fut forcé de revenir en arrière et d'entamer des négociations avec le Hamas.

Désormais la lutte s'est redéplacée au sein de la classe ouvrière égyptienne. La manifestation de dimanche marque un approfondissement de la vague de luttes industrielles qui a débuté à Ghazl El-Mahalla en décembre 2006. Cette grève sur les primes a établi les bases d'une vague de conflits similaires incluant les cheminots, les infirmières, les travailleurs du ciment et les agents des impôts.

La manifestation du 17 février marque également un changement dans le rythme de la lutte. Lors de conflits précédents les travailleurs de Mahalla luttait pour des revendications économiques locales et lançaient des appels à Moubarak pour qu'il intervienne contre les patrons d'usines.

Les slogans contre Moubarak et sa famille indiquent une cristallisation politique du mouvement actuel. C'est la première fois que l'on assiste à un tel mouvement depuis les émeutes de la faim de 1977 où les revendications nationales avaient conduit à des manifestations de rue massives. La vague actuelle de lutte a débuté avec les manifestations pro-palestiniennes en 2000. Cela a conduit à un grand rassemblement anti-guerre au Caire les 20 et 21 mars 2003, connue comme « l'intifada Tahrir » d'après le nom d'une place du cœur de la capitale, a fissuré le régime de terreur de Moubarak.

La résistance à la guerre et au néolibéralisme transforme le mouvement pour le changement au Moyen-Orient.

Hossam el-Hamalawy, journaliste au Caire

Russie

la mafia de l'armement reste au pouvoir

La pérennité d'un régime mafieux et autoritaire

Dimanche 2 mars Dimitri Medvedev, successeur attitré de Vladimir Poutine et président de Gazprom, a remporté les présidentielles par 70,28%. Il serait plus logique de parler de nomination vue que la majeure partie des candidats d'opposition ont été invalidés par la commission électorale, elle-même dirigée par le Kremlin. Les fonctionnaires ont été menacés de perdre leur emploi s'il n'allaient pas voter et de nombreux bourrages d'urnes ont eu lieu. Les 3 autres candidats ont récolté respectivement : 9,35% pour Vladimir Jirinovski du LDPR (Parti Libéral-Démocrate) d'extrême droite, soutien habituel de Poutine ; 17,72% pour Guennadi Ziouganov du KPRF (Parti Communiste de la Fédération de Russie) aux accents nationalistes, souvent allié au LDPR à la Douma et 1,3% pour Andreï Bogdanov du DPR (Parti Démocratique de Russie). Ce dernier a été placé par le Kremlin afin d'éviter l'annulation des élections puisque la législation requiert au moins 2 candidats aux élections. Sergueï Markov, un des conseillers du Kremlin, explique que « Certains sont fascinés par le modèle chinois, d'autres par la main de fer de Lee Kuan Yu à Singapour ». Et il ajoute : « ils ont proposé l'adoption du parti unique mais Poutine ne veut pas totalement revenir en arrière. Alors on est resté entre les deux. On a opté pour un système à un parti et demi ».

Quelle opposition?

Les opposants que les médias mettent le plus souvent en avant sont Garry Kasparov ou Boris Berezovski. Le premier est le dirigeant de la coalition l'Autre Russie qui regroupe des organisations d'extrême droite comme le NBP (Parti National Bolchevique) d'Edouard Limonov, néostalinienne comme l'AKM, de droite conservatrice comme le RPR (Parti Républicain de Russie), des associations de défense des droits de l'Homme ainsi que des organisations de gauche comme Oborona (Défense). Kasparov, proche des néoconservateurs américains a fait partie des soutiens de Boris Eltsine en son temps. Il a soutenu les privatisations et il n'y a donc pas à espérer de sa part de fortes divergences en matière économique avec Poutine. Le

désaccord fondamental concerne de fait le rapport aux Etats-Unis et la question de savoir ce qui est le plus profitable entre l'entente ou l'opposition. Boris Berezovski, oligarque en fuite, est l'ancien homme le plus riche de Russie. Il a bâti sa fortune en pillant l'industrie automobile russe et en faisant du trafic d'armes avec la guerre en Tchétchénie. Il aurait même été lié à l'industrie du kidnapping dans cette région. La différence essentielle avec Poutine est qu'il a perdu les batailles entre oligarques contre le clan de ce dernier. Poutine a su s'imposer en s'appuyant sur le FSB (services secrets).

Les contradictions de l'Occident

Alors que le monde entier a pu constater les fraudes massives, cela n'a pas empêché Sarkozy de dire: « Je prends Poutine pour modèle », ni Rachida Dati d'affirmer que les accusations de trucages sont fallacieuses. Cela montre que la classe dirigeante française est attirée par le type de régime autoritaire qu'a su instaurer Poutine. Pour autant, les airs guerre froide entre George W. Bush à Poutine reflètent en réalité des conflits d'intérêts entre les bourgeoisies américaines et russes pour le contrôle des ressources énergétiques mondiales. C'est pourquoi la Russie s'est opposée à l'intervention américaine en Irak. Poutine, parallèlement aux Etats-Unis a essentiellement tourné l'économie de la Russie vers l'énergie et l'armement et s'appuie sur le cours très élevé du pétrole qui est autour de 100 \$ le baril. Ces données énergétiques ont amené Sarkozy de nouveau mais aussi Angela Merkel et Gordon Brown à féliciter Medvedev.

L'alternative ne pourra venir que des travailleurs eux-mêmes et notamment ceux des secteurs énergétiques clés pour la Russie. Les vagues de privatisations des années 90 avaient entraîné d'importantes grèves chez les mineurs, et la Russie va très probablement connaître une vague de récession en rapport avec la crise mondiale. Cela dissipera les illusions dont bénéficie le régime poutinien...

Les hypocrites s'inquiètent pour le Tibet

Le 10 mars 2008 des émeutes anti-chinoises ont éclaté à Lhassa, durant lesquelles les Tibétains ont exprimé leur colère face à l'occupation de leur territoire depuis 1950. Depuis, la répression par l'armée chinoise a fait 19 morts d'après la Chine, et environ 140 tués selon le gouvernement tibétain en exil.

Suite à ces événements, les gouvernements occidentaux ont vivement réagi. Les mêmes qui soutiennent et invitent à dîner le colonel Kadhafi (Libye), Shimon Pérès (Israël), Idris Deby (Tchad), Vladimir Poutine (Russie), s'offusquent... Des menaces de boycott de la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques de Pékin ont été évoquées sous la pression des organisations de défense des Droits de l'Homme.

Il est clair que cette idée de boycott n'est pas innocente : une économie chinoise forte concurrence un peu trop les intérêts occidentaux sur les terrains historiques des colonisateurs américains et européens. Ainsi, la Chine a signé des accords pétroliers avec le Nigeria, le Soudan (la Chine achète 50% des exportations pétrolières soudanaises) et le Kenya, et a exporté, en 2005, 38 milliards de tonnes de pétrole africain. Ses premiers fournisseurs sont l'Angola et l'Arabie Saoudite. Tous ces Etats sont considérés par les puissances colonisatrices comme leur domaine réservé, prérogative mise en péril par l'expansion économique de la Chine.

La Chine est aujourd'hui la boutique et le banquier des Etats-Unis. Ceux-ci sont le premier débouché pour les biens manufacturés chinois. En décembre 2007, la Chine a engrangé 1,5 billion de dollars (soit 1,5 million de million de \$) grâce à ses exportations vers l'Amérique du Nord. Cet argent gagné est ensuite réinvesti dans l'économie étasunienne, ce qui permet l'achat de nouveaux biens chinois par les Etats-Unis. Ce système de va-et-vient a profité jusqu'à présent aux deux économies, mais aujourd'hui, les Etats-Unis se sentent menacés par la puissance économique et militaire montante de la Chine. Conséquence : le Département de la Défense américain est désormais tenu de soumettre tous les ans un rapport sur l'état de la puissance militaire de la République de Chine. Menacés par la crise boursière, les Etats-Unis ont peur de se faire détrôner de leur rang de première puissance mondiale.

Actuellement, les organisations humanitaires et les médias posent la question du boycott de la cérémonie d'ouverture des J.O. Ne pas assister à la cérémonie d'ouverture seule illustre bien la lâcheté et l'hypocrisie des gouvernements occidentaux : de gros contrats sont en jeu, les agences de presse ne peuvent renoncer aux bénéfices prévus via le journalisme sportif... Les profits générés par ces J.O. ne peuvent être sacrifiés au soutien inconditionnel d'un peuple en lutte pour sa liberté.

Ainsi, les ministres des Affaires Etrangères de l'Union Européenne, réunis à Brdo (Slovénie) le 29 Mars, ont-ils décidé de renoncer à tout boycott. Pascal Boniface (directeur de l'Institut des Relations Internationales et Stratégiques) explique dans le Monde du 28 mars 2008 qu'« un pays qui prendrait l'initiative du boycott serait considéré

comme non seulement inamical, mais presque comme ennemi par la Chine, et [...] il en paierait un prix économique et commercial très lourd ». Cette histoire de boycott n'est donc qu'une trame de fond sur la toile des conflits économiques entre les pays occidentaux et la Chine.

La campagne actuelle de médiatisation de la répression chinoise dans la province autonome du Tibet oblige aujourd'hui nos gouvernements à se positionner : ceux-ci dénoncent un non-respect des Droits de l'Homme, mais qu'en est-il de la France, des Etats-Unis, de la Russie ? La France accueille et soutient des dictateurs notoires, chasse de son territoire les immigrés comme de vulgaires nuisibles, les Etats-Unis assassinent en Irak, torturent à Guantanamo et partout où leur armée passe, la Russie organise méthodiquement le génocide tchéchène. Les J.O. d'Hiver de 2014 auront lieu à Sochi en Russie, et personne n'a jusqu'à présent contesté le bon respect en Tchétchénie du droit à vivre de ses habitants. Alors, avant d'exercer des pressions sur l'impérialisme chinois, peut-être les Occidentaux devraient-ils préalablement balayer devant leur porte

Le « droit d'ingérence » a ses limites : oui, la Chine se conduit de manière dictatoriale au Tibet et tire sur ses propres citoyens (bien qu'un porte-parole du ministère chinois des Affaires Etrangères se défende et ait déclaré : « la Chine est un pays responsable qui n'a pas l'intention de répéter les prouesses des colonialistes occidentaux »), mais les seuls aptes à arrêter ce massacre restent les Tibétains qui luttent pour la libération nationale. L'évolution de la situation passera par le soutien des Chinois, gouvernés aujourd'hui par un régime aussi dictatorial tant au Tibet qu'en Chine, et par leur lutte propre contre le carcan répressif dans lequel ils sont enfermés.

Cécile Tavan



Lhassa (capitale historique du royaume du Tibet), en état de siège après le déclenchement des émeutes

TCHAD :

La Françafrique version Sarkozy

L'affaire de l'arche de Zoé n'en finit pas d'alimenter les tensions au Tchad. Plus de mille manifestants, en majorité des lycéens et collégiens, ont mené en novembre une manifestation antifranaçaise particulièrement violente à N' Djamena.

«A bas Sarkozy», «la traite négrière c'est fini», «le Tchad est indépendant depuis 1960» sont quelques-uns des slogans qui ont résonné sur la place de l'Indépendance dans la capitale tchadienne tandis que sur des pancartes on pouvait lire «Sarko voleur, hors du Tchad», «Non à l'esclavagisme, police et justice complices». Ils ont exigé que les six Français membres de l'Arche de Zoé, alors, encore incarcérés à N'Djamena soient jugés au Tchad.

Depuis la décolonisation, la France a toujours gardé un lien très étroit avec ses anciennes colonies. Sous le nom de Françafrique, celle-ci résume bien l'objectif de la France : que ses intérêts soit représentés aux niveaux économique et militaire. Une nouvelle forme de colonialisme en somme. Aucun chef d'état ne peut tenir sans avoir l'assentiment de l'Elysée.

Les exemples sont nombreux, mais nous allons prendre celui du moment : le Tchad. Ce pays n'a jamais connu une élection digne de ce nom. Idriss Deby l'Ino, "président" arrivé par les armes en 1990 au pouvoir, est l'exemple type de la politique française sur le continent depuis 45 ans. Arrivé par un coup d'état, comme tous ses prédécesseurs, il se comporte de fait comme un dictateur. Elections truquées, opposants traqués, le peuple tchadien est la première victime de la politique française.

L'Arche de Zoé

Présenté comme une opération visant à permettre à des orphelins tchadiens de venir vivre en France, cette action avait tout pour plaire. Seulement, les 103 enfants que l'ONG « l'Arche de Zoé » voulaient faire adopter en France étaient tout sauf orphelins. Cette opération, qui a reçu le soutien implicite du ministère des Affaires Etrangères, illustre une politique étrangère très kouchnerienne. C'est-à-dire celle du droit d'ingérence pour des raisons humanitaires.

Condamnés à 8 ans de prison en France, les six membres ont de grandes chances de se voir accorder la grâce "présidentielle" d'Idriss Deby. Derrière ce geste se cache une double réalité : économique (pour la France) et politique (pour Deby).

Economique, car la justice tchadienne avait condamné les 6 Français (en plus des 8 ans de travaux forcés) à verser 4,12 milliards de francs CFA, soit 6,3 millions d'euros aux familles des victimes. Cela fait 60 000€ par enfant. Une grande somme quand on sait que le revenu par habitant est de 1€ par jour sur place.

Avec cette grâce, ce sont les familles des victimes qui se retrouvent flouées. Ils ne verront jamais cet argent. Cette affaire nous ramène aux plus belles heures de l'Empire Colonial...

Ingérence

Politique, avec l'attaque des rebelles contre Idriss Deby. Ils ont réussi à prendre le contrôle de la capitale tchadienne en moins de 72 heures. Soutenu par le Soudan voisin, les rebelles ont cependant été chassés en 24h grâce au soutien de l'armée française à Deby. Cette tentative de coup d'Etat reflète plusieurs choses : la conflit entre le Tchad et le Soudan avec en toile de fond le Darfour, l'impopularité de Deby sur la scène nationale (manifestation de joie à N'Djamena lors de l'arrivée des rebelles), le contrôle du pétrole (censé ramener 2 milliards d'euros par an à l'Etat tchadien...) et le soutien de la France à un dictateur.



Depuis cette attaque, Idriss Deby a instauré l'état d'urgence dans tout le pays, en cours jusqu'au 15 mars (au moins). La traque des opposants s'organise, avec la disparition d'Ibni Oumar Mahamat Saleh, secrétaire général du Parti pour les Libertés et la Démocratie (PLD) et Ngarlely Yorongar, dirigeant du Front d'Action pour le Renouveau (FAR). La population de N'Djamena est quant à elle victime d'une chasse aux sorcières. Toute personne soupçonnée d'avoir eu de la sympathie pour les rebelles est victime soit de vols, de viol, soit d'expulsion. Une tranchée antichars est construite autour de la capitale tchadienne. Car un second round est plus que probable. Et la population sera de nouveau en première ligne.



Bilan de la bataille N'Djamena :
"400 morts ou disparus parmi lesquels des chefs de partis politiques",
Idriss Deby, le 28/02/2008

Lors de sa récente visite à Idriss Deby, Sarkozy s'est assis sur ces propositions. En aucun cas, les exactions commises par les forces proche de Deby n'ont été remises en cause. La commission qu'a obtenue Sarkozy sera présidée par un dignitaire du régime, Nassour Ouaidou, président de l'Assemblée nationale, ancien Premier ministre et membre de la majorité présidentielle. Cela garantira aux tchadiens une enquête intègre...

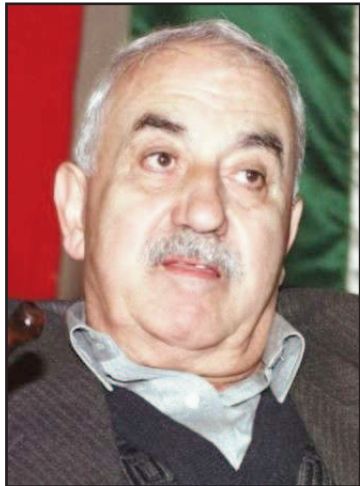
Face à cette situation instable qui n'arrange ni les Tchadiens, ni les réfugiés au Darfour, le Comité de suivi de l'appel à la paix et à la réconciliation au Tchad réclame une négociation politique menée avec la présence d'un arbitre et de médiateurs, peut-être gage d'une solution durable. Un tel processus nécessite la participation de tous les acteurs de la crise militaire et de la politique tchadienne (communiqué du 4 février 2008). Seul ce processus garantira un espoir de sortie de crise pour le Tchad.

Otman Fekar



Idriss Deby et Nicolas Sarkozy
 Entre salauds, on se soutient...

Hommage à Georges Habache, Combattant anti-impérialiste pour l'unité du peuple arabe



Georges Habache, surnommé Al Hakim – le sage, est né le 1er août 1925 à Lydda, en Palestine, dans une famille commerçante chrétienne. Durant son enfance il est influencé par la grande révolte palestinienne contre l'occupation britannique et la colonisation sioniste qui dure de 1936 à 1939. En 1948 sa famille est expulsée lors du nettoyage ethnique sioniste de la Palestine, la Nakba (catastrophe).

Réfugié au Liban, il poursuit des études de pédiatrie à l'université de Beyrouth. C'est durant cette période qu'il fonde le Mouvement Nationaliste Arabe (MNA). Le MNA se bat pour l'unification nationale du monde arabe. Il crée des dis-

pensaires du peuple dans les camps de réfugiés en Jordanie. Proche des idées de Nasser, le Dr Habache s'oppose au Fatah de Yasser Arafat en estimant que la libération de la Palestine passe par la mobilisation de l'ensemble du monde arabe, les Palestiniens devant en être les catalyseurs. C'est en 1966 que la branche palestinienne mène sa première action armée.

Après la défaite de la guerre des six jours en 1967, le MNA s'effondre et Georges Habache fonde le Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP), dont il devient secrétaire général. Se fixant pour but la lutte contre l'impérialisme dont Israël est la base avancée, l'organisation détourne un avion de la compagnie israélienne El Al le 23 juillet 1968. En 1970 le FPLP s'empare du pouvoir dans la partie sud du Yémen, après avoir contribué à en expulser l'occupant britannique. Opposé aux régimes réactionnaires arabes, le FPLP appelle à renverser le régime jordanien qui collabore avec l'impérialisme ; la répression est terrible, c'est le septembre noir de 1970 où les Palestiniens réfugiés en Jordanie sont massacrés par dizaines de milliers.

La gauche au Moyen Orient étant très influencée par le stalinisme, le FPLP adopte en 1972 la version soviétique du « marxisme-léninisme ». Le FPLP conduit l'opposition au sein de l'Organisation pour la Libération de la Palestine (OLP) face au Fatah, condamnant l'idée d'un bantoustan en Cisjordanie et à Gaza. Georges Habache attaque même l'URSS qui prône la position d'Arafat.

Avec l'invasion israélienne du Liban en 1982, le FPLP se réfugie en Syrie. Avec l'éclatement de la première Intifada en 1987, Georges Habache appelle à l'unité du peuple palestinien et participe au Congrès National Palestinien à Alger en 1988. En 1993 il s'oppose aux accords d'Oslo, qui enterrent le droit au retour des réfugiés et livrent les Palestiniens à Israël. Il lance des comités pour le droit au retour avec les opposants à la ligne d'Arafat.

En 2000, Moustafa Al Zibri succède à Georges Habache au poste de secrétaire général du FPLP ; il est assassiné l'année suivante par l'armée israélienne. En représailles et dans le cadre de la seconde Intifada, le FPLP exécute Rehavam Zeevi, ministre israélien du tourisme, qui prônait le nettoyage ethnique des territoires palestiniens. Le nouveau dirigeant du FPLP, Ahmad Saadat est arrêté par l'autorité palestinienne en juillet 2002, puis livré à Israël.

Georges Habache est mort le 26 janvier dernier à Amman. Au cours de sa vie il a de plus en plus affirmé la nécessité d'un Etat démocratique associant Juifs et Arabes, affirmant que l'impérialisme instrumentalise la haine pour établir une tête de pont au Moyen-Orient. Si on peut dire qu'il manquait une compréhension claire à Georges Habache de la capacité de la classe ouvrière à faire reculer l'impérialisme, illustrée par les grèves actuelles en Egypte, il a su comprendre l'émergence d'une nouvelle génération de la résistance. Dans une lettre, qu'il adressa à Hassan Nasrallah après la victoire contre Israël, il déclara « la résistance du Hezbollah et du peuple libanais a accouché d'une renaissance de la nation arabe toute entière. La victoire de la résistance au Liban est une victoire de la résistance en Palestine et en Irak. ... »

Laurent Bauer

AFGHANISTAN : DÉPAYSEMENT GARANTI



1000 soldats de plus en Afghanistan

Ces derniers jours ont vu l'actualité afghane évoluer dans l'Hexagone. En effet, en marge de son voyage au Royaume-Uni, Sarkozy a décidé d'augmenter le contingent français sur place de 1000 soldats supplémentaires, en plus du déploiement du porte-avions Charles-de-Gaulle et de sa miriade de Super Etendards et autres Rafales. Un effort sans précédent, qui a - enfin - réveillé le Parti Socialiste qui a demandé un débat à l'Assemblée sur ce sujet. Chose qui n'a jamais eu lieu depuis le début de la guerre en Afghanistan, c'est-à-dire 2001.

A noter que les caprices de guerrier de Sarkozy commencent à coûter cher. Le ministère de la Défense s'est vu accorder une rallonge de 400 millions d'euros afin de couvrir les dépenses liées à l'Afghanistan, le Liban, le Tchad, la Côte d'Ivoire.

Insurrection en IRAK

Alors que tout le monde aux USA s'accorde à dire que la situation s'est grandement améliorée en Irak depuis que l'US Army s'appuie sur les anciens baasistes sunnites, au pouvoir sous Saddam, l'appel à la grève générale et à l'insurrection contre l'occupation américaine lancé le 25 mars par le dirigeant Chiite Moqtada al Sadr vient une nouvelle fois contredire les génies du Pentagone. 1082 Irakiens sont morts en mars, soit 50% d'augmentation depuis février.

En moins d'une semaine, les combats ont fait des centaines de morts, tandis que l'Armée du Madhi, la milice de Sadr estimée à 60.000 combattants, prenait possession de grandes villes du pays comme Bassorah, d'où les soldats américains et les soldats du gouvernement du premier ministre Nouri al Maliki (Chiite) ont été chassés. Le siège du gouvernement à Bassorah, déserté par les officiels et transformé en bunker, a été atteint par plusieurs tirs de mortiers. Moqtada al Sadr, dont le parti est le premier groupe au parlement irakien, revendique le retrait de l'armée américaine, la fin de la promotion d'ex-lieutenants de Saddam Hussein à la tête de l'armée et du pays et l'arrêt des arrestations de ses partisans.

Le siège de GAZA

L'incursion et les bombardements israéliens entre le 27 février et le 3 mars derniers - en représailles à des tirs de roquettes palestiniennes sur des villes voisines israéliennes - ont fait environ 120 morts et 360 blessés, dont beaucoup de femmes et d'enfants. La crise humanitaire actuelle à Gaza n'est pas nouvelle. Elle résulte du cumul de plusieurs facteurs, politiques et économiques, aggravés par le blocus israélien et égyptien.

Suite aux blocus israélien de la bande de Gaza et aux coupures d'électricité incessantes que ceux-ci entraînent, ces deux entretiens sont la retranscription de conversations téléphoniques avec E.Alhaj, sociologue, au début de la "semaine sanglante" (27/02/2008 au 3/03/2008) et avec Wissam Alhaj, journaliste et militant en Palestine au FPLP (Front populaire de libération de la Palestine), à la fin de cette même semaine, ce qui explique le style de la retranscription.

Deux Entretiens avec

E.Alhaj, sociologue, à Gaza Au cours de la "semaine sanglante"

« Le ministère de l'intérieur et ses annexes ont été bombardés mercredi matin, tuant des combattants du Hamas à Khan Younis (sud de Gaza). Le Hamas a répliqué en tirant une roquette qui a tué un colon ; depuis, Tsahal bombarde massivement la vieille ville de Gaza et les camps de Jabalia et Shati.

Jeudi, un centre médico-social a été détruit par un missile, les alentours de l'hôpital de Shila ont été bombardés régulièrement, ainsi que la vieille ville de Gaza et le camp de réfugiés de Shati. Samedi à 16H locale, on annonçait 35 morts dans un bombardement à Jabalia.

Jabalia a été envahi par un régiment et de nombreux chars de Tsahal vendredi, les combats se poursuivaient dimanche. La région de Rafat a été victime de raids de soldats dans la matinée de samedi. Tsahal menaçait de bombarder le parlement dans la soirée de samedi.

Les points de passage ont été fermés dans les deux sens : ONG, journalistes et habitants de Gaza sont bloqués. Les rues sont désertes, sauf lors des funérailles de combattants qui donnent lieu à des manifestations. Mardi a eu lieu une chaîne humaine et samedi une manifestation d'enfants à l'appel du Hamas et du FPLP.

Les menaces téléphoniques de Tsahal de détruire les maisons des combattants morts dans la journée donnent des fois lieu à des sit-in. La maison de la famille d'un militant a été détruite pendant son enterrement.

Toutes les nuits, Tsahal mène sa guerre psychologique : des messages à la population palestinienne sont imposés sur les ondes radio, les F16 passent à basse altitude, forçant les habitants à couper le gaz et à ouvrir les fenêtres de peur qu'elles n'éclatent suite aux vibrations. »

L'adjoint du ministre de la défense israélien, Matan Vilnai, a menacé les Palestiniens de leur faire « subir la Shoah ; car nous utiliserons notre puissance maximale ». Suite au tollé, un communiqué du ministère des affaires étrangères précise qu'il ne s'agit « que » « de destruction totale » et pas de génocide. Tzachi Hanegbi, président de la Commission des affaires étrangères et de la défense de la Knesset (et membre du parti Kadima d'Ehud Olmert) a déclaré vendredi : « l'Etat d'Israël doit prendre la décision stratégique d'ordonner à Tsahal de se tenir prête à renverser rapidement le régime terroriste du Hamas et à investir les zones depuis lesquelles les roquettes sont tirées » ; il a précisé cette occupation durerait des années.

Le Hamas, au pouvoir à Gaza, n'a jamais eu les moyens d'une quelconque politique depuis son élection et les mesures de rétorsions de l'UE. Le soutien apporté par la population égyptienne lors de la semaine où les frontières ont été ouvertes par les militants du Hamas (collectes, dons, manifestations, accueil et même visite d'Égyptiens à Gaza !) contraste avec la politique du gouvernement égyptien qui déclare : « nous vous briserons les jambes si vous rouvrez les frontières » et envoie la police anti-émeute bloquer les brèches qui permettaient aux Palestiniens de se ravitailler.



Wissam Alhaj, journaliste à Gaza,

Le calme a suivi la semaine sanglante ; un calme tout relatif : à Gaza, une « journée calme » signifie moins de cinq morts. Il semble que la première étape des incursions en vue de la réoccupation de la bande de Gaza soit terminée, pour l'instant. Tsahal a tué plus de 120 personnes, dont une immense majorité de civils, pour occuper un quartier grand comme le Marais. Mais il ne s'agit que de préparer au mieux le prochain massacre. L'utilisation d'armes lourdes contre les civils, les bombardements autour des hôpitaux, comme dans la vieille ville de Gaza, servent à préparer le public aux atrocités à venir.

Après les massacres de la semaine dernière, l'accalmie et l'espoir d'une réconciliation sont bien perçus par la population, même si tous savent que ce n'est qu'un répit provisoire, une pause dans le conflit. Surtout que les accords de la Mecque, signés par le Hamas et le Fatah n'ont été respectés que le temps de préparer les affrontements à venir, aboutissant à la partition de fait de la Palestine. De manière encore plus flagrante, les accords d'Oslo signés en 1993 avec les Israéliens n'ont jamais été respectés : la colonisation a continué, l'Etat Palestinien promis est devenu un bantoustan.

Le Fatah de Abu Mazem ne peut plus rester indifférent voire hostile alors que la population de Gaza se fait massacrer et que la catastrophe humanitaire s'annonce. Le Hamas vise à assurer sa reconnaissance comme une force politique légitime, il a quand même été élu ! La revendication principale est la fin de l'embargo qui étrangle la population à Gaza : les médicaments arrivent au compte-goutte dans les hôpitaux, le litre de diesel (indispensable pour l'électricité) se vend 25\$ sur les marchés, le litre de pétrole est à 30 shekels (5,5\$) contre 1,2\$ il y a encore quelques semaines. Le lait, le fromage, les produits médicaux sont très rares et souvent périmés. Les gens tentent de survivre, ce qui devient de plus en plus dur.

Des négociations sont en cours en vue d'établir un cessez-le-feu entre Israël et le Hamas, sous l'arbitrage de l'Égypte. Une initiative du Yémen vise cette fois à obtenir une réconciliation entre le Fatah, au pouvoir en Cisjordanie, et le Hamas, qui contrôle la bande de Gaza. (depuis cet entretien, le Fatah a interrompu ces négociations, le 21/3/8). Depuis la visite de Condolezza Rice, la nouvelle tactique américaine semble être de calmer le jeu à Gaza, dans un premier temps. Le changement de stratégie des USA s'explique par un échec : les pressions diplomatiques, le blocus, les attaques israéliennes légitimes et renforcées le Hamas vis-à-vis des Palestiniens et des peuples de la région, affaiblissant du même coup les chefs des pays arabes alliés à Washington.

Le Jihad islamique est la force la plus active dans la résistance, ce sont ses militants qui expédient la majorité des Quassam (roquettes) depuis 6 mois, alors que le Hamas n'en envoie que pour répondre aux assassinats de ses militants. C'est le Jihad qui est le plus visé par Israël. Le Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP), le Front démocratique et le Jihad tentent de se poser en médiateurs entre Hamas et Fatah pour reconstruire l'OLP autour d'un programme d'unité nationale. Mais Abu Mazem n'est plus soutenu que par les USA qui lui interdisent de s'entendre avec le Hamas, lequel vise à l'hégémonie politique à Gaza.

L'attaque contre une école talmudique qui a fait 8 morts parmi les Israéliens est le fait du groupe « les livres de Galilée », donc de Palestiniens des territoires occupés depuis 1948, ce qui est une nouveauté. C'est un coup dur pour la stratégie de sécurité d'Israël, qui montre qu'il n'y aura jamais de stabilité et de sécurité pour les colons.

Face à la violence toujours accentuée de Tsahal, face au projet de nettoyage ethnique que constitue le plan de colonisation israélien en Cisjordanie, la seule solution est la fin du projet colonialiste, la destruction de l'Etat d'Israël, la défaite de son armée, et la création d'un Etat démocratique, laïque, binational. Cela semble une utopie, mais l'utopie c'est de croire en l'émergence d'un Etat Palestinien vraiment indépendant et démocratique aux cotés d'Israël.

